

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 487 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 487
Déc. 07- Janv.-Févr. 08
44^e année - Un expl.: 1,5 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Les directions syndicales préparent la défaite. Les travailleurs doivent prendre leur lutte en main !
- Après le succès des manifestations et grèves du 20, les directions syndicales collaborationnistes magouillent pour faire avorter la lutte.
- Emeutes à Villiers le Bel
- Ouverture du site internet du Parti Communiste International
- Grève illimitée des cheminots en Hongrie
- Palinodies syndicales en Guinée
- Des ouvriers assassinés chez Thyssen Krupp à Turin!

Réformisme et social-pacifisme contre la révolte

Il ne faut pas se méprendre sur le sens des émeutes qui ont éclaté en novembre à Villiers le Bel, cette ville de la banlieue parisienne nord, à proximité immédiate de l'aéroport de Roissy.

Cette révolte s'explique par le fait que les antagonismes sociaux ne se sont pas atténués de s'aiguiser, malgré les (maigres) mesures qui ont été prises en faveur des quartiers prolétaires après les émeutes de 2005; elle montre ensuite que le réseau traditionnel des amortisseurs sociaux a de plus en plus de difficultés à empêcher que ces antagonismes ne se traduisent en explosions de violence contre la police ou les représentants des institutions de l'ordre établi. Les pompiers sociaux traditionnels ou plus récents (réactivés à l'occasion du dernier cirque électoral) sont cependant toujours à l'oeuvre: par exemple le MRAP, qui a est entré très rapidement en contact avec les familles des victimes, a fait le lien entre l'Élysée et ces dernières (qui au départ elles avaient refusé de s'y rendre), ainsi qu'avec les médias - même si ses appels à cesser la violence n'ont pas rencontré beaucoup d'échos.

Par ailleurs, s'il faut souligner comme un symptôme significatif que les jeunes émeutiers se soient spontanément donnés un embryon d'organisation, qu'ils aient appelé à la grève de certains travailleurs, et qu'ils aient reçu le soutien au moins passif d'un nombre significatif d'habitants, leur action est restée, inévitablement, isolée de la classe ouvrière. Ce n'est pas la faute des jeunes émeutiers; dans la situation actuelle où le prolétariat ne réussit pas à trouver la force de se libérer de l'emprise du réformisme et donc à s'opposer efficacement aux attaques de la classe dominante, il n'arrive pas encore à se mobiliser en solidarité avec tel ou tel secteur prolétarien particulièrement frappé.

Il y a sans aucun doute un monde entre des émeutes sporadiques, locales et spontanées contre des exactions particulières de la police, et la lutte révolutionnaire prolétarienne future, lutte généralisée, organisée et centralisée contre le pouvoir d'État bourgeois et le capitalisme. Mais sans les déchirures de la paix sociale et l'affaiblissement du contrôle social qui per-

(Suite en page 3)

Le sabotage des grèves sur les régimes spéciaux de retraite

Après avoir triomphé du grand mouvement de grèves contre les attaques gouvernementales sur les régimes spéciaux, le gouvernement est en position de force pour poursuivre son offensive antiprolétarienne - modification des contrats de travail, recul de l'âge de la retraite, etc., - tout en continuant à serrer la vis sur le plan des salaires et à poursuivre ses attaques contre les travailleurs sans-papiers.

Le 23 novembre dernier, le premier ministre François Fillon, alors en voyage diplomatique en Suède commentait devant les journalistes la fin des grèves:

«On ne pouvait espérer faire mieux. (...) La gestion de cette crise a été presque parfaite»; il s'agit d'«un tournant historique important» (il pensait sans aucun doute à la longue grève des cheminots en 95 contre l'attaque sur leur régime de retraite). Fillon ajoutait n'avoir jamais douté du succès car «dès le début, la CGT avait la volonté d'en sortir», CGT qu'il jugeait «plus raisonnable que certains syndicats réformistes» (1) (les syndicats réformistes, dans le jargon politique actuel, ce sont les organisations les plus collaborationnistes: UNSA, CFDT, FO, la CGT étant censée être plus revendicative).

Il est bien normal que les dirigeants politiques bourgeois se soient félicités de leur victoire et de l'attitude de la CGT, le syndicat le plus important à la SNCF ou à la RATP (ainsi qu'à EDF), qui l'a permise. En se déclarant prêt à négocier les modalités de la

réforme gouvernementale la veille du jour où commençait la grève contre cette réforme, la CGT avait en effet coupé dès le début l'herbe sous le pied des grévistes.

Bien entendu, étant donné la combativité existant chez les travailleurs, la CGT ne pouvait appeler immédiatement à la reprise du travail, comme l'a fait la CFDT-cheminots dès le deuxième jour. Les AG votaient massivement la poursuite de la grève lors des premiers jours, les grévistes voulant faire la jonction avec la journée de grève et de manifestations des travailleurs de la Fonction Publique du 20 novembre.

La direction de la CGT et ses compères - ainsi que le gouvernement - ont dû composer avec cette combativité et tabler sur l'usure du mouvement. Les dirigeants de la Fédération CGT cheminots, dépeints par la grande presse comme des «durs», parce que, liés au PCF, ils sont en opposition à différentes orientations de Thibault et cie (liens avec le PS, soutien à la Constitution européenne, etc.) ont démontré que, comme ce parti, ils

Il est important de revenir sur le sabotage des grèves de cet automne et d'en dégager les enseignements les plus importants pour les futures luttes qui ne manqueront pas d'éclater contre ces attaques.

A la suite de cet article nous republions les tracts que nous avons diffusés lors des grèves et dans lesquels nous avons essayé de donner un contenu plus concret à nos positions traditionnelles en faveur de l'organisation de classe des prolétaires.

sont surtout durs **contre** les intérêts des travailleurs.

Ils ont bataillé pour empêcher la création de comités de grève qui auraient pu signifier une perte de leur contrôle sur le mouvement; ils ont réussi, comme par exemple à Marseille, à empêcher l'organisation par les grévistes d'actions en direction d'autres travailleurs, et en général la mise en place de piquets de grève effectifs pour bloquer complètement la circulation des trains: la loi imposant le service minimum ne devait entrer en vigueur qu'en 2008, mais les directions syndicales l'ont mise en pratique lors de ces grèves!

La CGT a donc été le principal point d'appui du gouvernement lors des grèves (divers journaux ont relaté le détail de ses négociations discrètes avec le gouvernement, nous n'y reviendrons pas), les autres syndicats comme la CFDT, FO et les Autonomes ne pouvant jouer qu'un rôle accessoire du

(Suite en page 2)

La seule perspective historique: guerre mondiale ou révolution communiste!

La profondeur de la contre-révolution qui a assuré au capitalisme mondial une longue période d'absence du prolétariat de la scène historique, n'est cependant pas en mesure de lui éviter la maturation

Pourquoi parlons nous de contre-révolution, alors que depuis des décennies les classes dominantes bourgeoises ne sont plus menacées, dans aucun pays par la révolution prolétarienne?

Parce que pour se maintenir comme classe dominante et conserver le pouvoir politique qui lui permet de s'approprier de la richesse sociale, la bourgeoisie est sans cesse contrainte d'accroître son exploitation économique et son oppression politique et sociale sur le prolétariat de tous les pays, ultra- ou sous-développés et la majorité des populations du monde. Au long de son de l'histoire, la bourgeoisie a fait l'expérience de la capacité du prolétariat, sans doute en de rares moments, mais ô combien significatifs, à pouvoir la chasser du pouvoir: voir la vague révolutionnaire née de l'octobre 17, sans remonter à la Commune de 1871. Cela l'a conduit à agir, avec une sorte de spontanéité, sur la ligne de l'**invariance contre-révolutionnaire**. Sa conscience de classe lui dit qu'il y a ou qu'il y aura une menace pour son pouvoir, menace représentée non par les petits-bourgeois ou les paysans, mais par la classe prolétarienne.

Mais aujourd'hui, le prolétariat représente-t-il vraiment une menace pour la bourgeoisie? Dans quel pays?

Malheureusement, dans aucun pays le prolétariat représente aujourd'hui une menace pour le pouvoir de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas

croissante de contradictions internes qui tôt ou tard remettront au premier plan l'alternative cruciale: guerre générale entre Etats capitalistes ou révolution communiste internationale.

pour autant que la bourgeoisie dort d'un sommeil tranquille: elle craint ce qui peut lui arriver demain. C'est la raison pour laquelle, conformément au vieil usage selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, et sur la base de son expérience plus que centenaire de domination sociale et politique, la classe dominante met en oeuvre une stratégie que nous pourrions appeler de **contre-révolution préventive**.

Plus de soixante ans se sont écoulés depuis la fin de la dernière guerre mondiale; et pendant ces soixante ans, il n'y a pas eu à l'échelle mondiale d'épisode de lutte prolétarienne qui ait sérieusement inquiété la bourgeoisie internationale.

Après avoir, dans les pays fascistes comme dans les pays démocratiques, été lié à la défense des intérêts nationaux par le truchement des forces opportunistes de type stalinien ou autre, le prolétariat des pays capitalistes développés a été en conséquence pratiquement éliminé de la scène politique. La lutte prolétarienne contre la bourgeoisie a été abaissée au niveau de la survie quotidienne, niveau où prime toujours les forces de l'interclassisme, de l'opportunisme, de la collaboration entre les classes. Dans ces pays la corruption bourgeoise n'a plus touché, comme à l'époque de Marx et d'Engels, une mince couche d'**aristocratie ouvrière**, mais des secteurs beaucoup plus vastes du prolétariat.

Cette corruption, lymphite vitale de toutes

les forces de l'opportunisme, a consisté à la distribution aux travailleurs salariés de quelques «garanties» en termes d'emplois, de salaires, de «sécurité sociale», de retraites, d'indemnités diverses; cette innovation, introduite par les régimes fascistes, a été reprise et généralisée par les régimes démocratiques.

Mais comme l'indique le marxisme, les concessions accordées par la bourgeoisie ne sont pas seulement le résultat des luttes économiques que mènent les prolétaires regroupés en organisations syndicales; elles sont aussi le fruit de l'exploitation bestiale des populations coloniales, de la domination des monopoles des économies développées, de l'augmentation vertigineuse du militarisme qui permet aux pays les plus forts de spolier les pays plus faibles; en un mot de l'**impérialisme** croissant des pays capitalistes.

Le développement des conditions économiques, sociales et politiques du capitalisme a produit dans la première période du siècle dernier un processus de maturation des contradictions qui s'est croisé avec le développement des forces prolétariennes sur le plan des luttes de défense immédiates comme sur le plan de la lutte politique révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. L'apogée en a été le triomphe bolchevique lors de l'Octobre 1917, la fondation de l'Internationale communiste, véritable

(Suite en page 7)

Le sabotage des grèves sur les régimes spéciaux de retraite

(Suite de la page 1)

fait de leur moindre importance. De son côté, le syndicat SUD (devenu le deuxième syndicat aux élections à la SNCF) en refusant d'entériner les attaques gouvernementales et en appelant à la poursuite du mouvement pour la défense des régimes spéciaux, s'est présenté comme le défenseur intransigent des intérêts ouvriers; il a même été pour cela écarté par la CGT le 6 décembre de discussions intersyndicales, à sa grande indignation!

L'UNITÉ SYNDICALE, FORMULE DE LA DÉFAITE OUVRIÈRE

La réalité est pourtant quelque peu différente. S'il est indéniable que SUD regroupe des travailleurs combattifs et qu'il a recueilli la sympathie des grévistes écoeuvrés par les manoeuvres de la CGT, de la CFDT ou des Autonomes, il porte, lui aussi, sa part de responsabilité dans la défaite. Alors même qu'à son dernier Congrès, il s'était prononcé en faveur de la mise en place de comités de grève pour diriger les luttes, il ne conçoit dans la pratique les luttes que sous le signe de l'**unité syndicale** - exactement comme la CGT. La conséquence est que sous le prétexte de maintenir ou réaliser cette unité syndicale, les revendications et méthodes classistes sont écartées et que les travailleurs sont conduits à se soumettre aux diktats des appareils syndicaux les plus collaborationnistes. Il n'y a pas de doute que beaucoup de travailleurs, et pas seulement parmi les moins combattifs, considèrent l'unité syndicale comme la meilleure garantie de succès de la lutte, si ce n'est sa condition sine qua non; de la même façon qu'ils considèrent les grands **appareils** syndicaux collaborationnistes comme étant toujours, en dépit de «défauts» ou de «faiblesses» qu'ils ne peuvent pas ne pas constater, des organisations au service des prolétaires.

Les grèves de cet automne ont donné une nouvelle fois la preuve qu'il s'agit là d'une funeste illusion; ces grandes organisations syndicales, financées pour leur plus grande partie par l'Etat bourgeois et les patrons, peuplées de permanents carriéristes (2), sont irrémédiablement liées à la défense de l'ordre social en vigueur; qu'à leur tête il y ait un Chérèque (chassé des manifestations du 20 novembre par la colère des manifestants), un Thibault, un Le Reste ou un Ségué (le dirigeant CGT qui en 68 avait négocié la liquidation de la grève générale), cela ne change rien à leur nature d'organisations de la **collaboration des classes**: elles ne feront jamais que la seule chose qu'elles savent faire, celle pour laquelle elles sont entretenues, récompensées et félicitées par les bourgeois: empêcher la renaissance de la lutte de classe, organiser la défaite ouvrière.

Laisser entre les mains des appareils syndicaux le sort d'une lutte signifie la condamner à l'échec.

LES FLANCS-GARDE DU COLLABORATIONNISME

En ayant l'unité syndicale comme ligne de conduite, SUD a contribué à laisser la direction de la lutte aux mains de ces appareils collaborationnistes; peu importe alors ses postures «radicales», il a contribué ainsi lui aussi à la **défaite** du mouvement. Il empêche en outre les travailleurs les plus combattifs de tirer les enseignements de la défaite, en servant dans les faits de **flanc-garde** à ces grandes organisations antiprolétariennes.

Dans la région lyonnaise qui a été l'un des derniers bastions de la grève à la SNCF, le responsable SUD déclarait le 23/11: «On s'est bien fait avoir par la CGT qui a roulé tout le monde dans la farine et savait dès le départ qu'elle ne voulait pas aller jusqu'au bout» (3). Mais le même jour à l'AG de la

Gare de Lyon (à Paris) le secrétaire fédéral Sud rail affirmait: «On va essayer tous ensemble de repartir sur quelque chose, de reconstruire une unité syndicale» (4), déclaration «pas facile» à expliquer, selon le journaliste, «quand fuse de toutes parts le mot *traître!* à l'encontre de certains délégués ou militants CGT».

Remplir le rôle objectif de couverture à l'aile gauche de l'alliance syndicale ne suffisait pourtant pas; la logique de la position de SUD l'amenait inévitablement à marcher dans les pas des grands syndicats. C'est ainsi que quelques jours après avoir dénoncé comme une capitulation la participation de ces derniers aux «négociations» par entreprises, SUD cheminots décidait d'y participer à son tour! C'est que s'il veut être reconnu comme organisation représentative, il doit démontrer à la direction qu'il est une organisation responsable... Entre ses intérêts de boutique et les intérêts de classe des travailleurs, SUD cheminots n'a pas hésité bien longtemps!

Ramener dans le giron du collaborationnisme antiprolétarien les prolétaires qui tendent à s'en libérer, c'est cela la raison d'être du *centrisme*, comme disaient autrefois les bolcheviks pour qualifier cette variété du réformisme qui se dit d'extrême-gauche; ce n'est pas par hasard que les forces qui dirigent SUD appartiennent précisément à ce courant, à la LCR en premier lieu.

Pendant tout le conflit, la LCR s'est bien gardée de n'émettre vis-à-vis de la CGT que les plus minimes critiques indispensables pour coller au mécontentement des grévistes. Son bilan du mouvement, ne contenant aucune référence au sabotage syndical, a pour titre: «une grève qui fait du bien» (5)! On y lit: «La question que l'on peut se poser, après 10 jours de grève est simple: les cheminots ont-ils perdu? Nous pensons que non. Non qu'ils aient gagné bien sûr (!), même s'il y a eu quelques avancées [suit un long catalogue de ces "avancées" dont se glorifient les syndicats] il n'y a pas de quoi monter sur les tables pour crier victoire, etc.»; «Bref, les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot, et ils sortent renforcés de ces dix derniers jours: les négociations à venir se feront sous pression»!!! Apparemment la LCR est aussi satisfaite que Fillon du déroulement des événements...

Alors que l'appareil cégétiste doit faire face à la colère de nombreux travailleurs, y compris dans ses rangs, ce «ni victoire, ni défaite» des camarades de Besancenot représente pour celui-ci une aide précieuse (6). Le rôle de jonction avec le réformisme traditionnel joué consciemment par la LCR s'est aussi manifesté par l'appel de besancenot aux partis de gauche pour des actions communes en soutien aux grévistes. La LCR ne pouvait pourtant ignorer que lors de la présidentielle le PS s'était déclaré partisan de la suppression des régimes spéciaux de retraite! Hollande l'a réaffirmé en disant que si la gauche avait gagné les élections elle aurait eu, elle aussi, à faire face à des grèves à ce sujet (7).

La position de Lutte Ouvrière n'a pas été différente; pas plus que la LCR elle n'a, ne disons pas mené une lutte décidée contre le sabotage syndical, mais simplement émis des critiques sérieuses à son endroit; le communiqué commun LCR-LO publié au début de la grève n'en disait pas un mot et se contentait de banalités inoffensives.

Lors de la manifestation du 20 novembre, le journaliste du «Monde» qui s'inquiétait de la possible apparition d'une organisation indépendante des grévistes en coordinations, a été rassuré par un «cheminot trotskyste» lui affirmant son opposition à une telle perspective au nom du refus de tout «mouvement minoritaire». Qu'il appartienne au PT, à LO ou à la LCR, ce militant anonyme exprimait ainsi la position commune à tous ces groupes soi-disant révolutionnaires: l'**opposition à l'organisation de classe des prolétaires, le soutien à la domina-**

tion des organisations syndicales liées à l'ordre bourgeois.

NÉCESSITÉ DE L'ORGANISATION PROLÉTARIENNE

Car il ne faut pas s'y tromper; pour être fructueuse la lutte contre le collaborationnisme, contre l'emprise fatale des appareils syndicaux vendus au capitalisme, ne doit pas déboucher sur l'antisindicalisme de principe, c'est-à-dire sur un spontanéisme anarchisant refusant toute organisation.

Sans organisation, les prolétaires ne peuvent résister aux attaques bourgeoises et au sabotage des organisations collaborationnistes. En l'absence de l'organisation des prolétaires d'avant-garde conduisant une **lutte systématique** contre tous les faux amis et **mettant en avant les méthodes et les orientations classistes**, les Assemblées Générales se transforment rapidement en chambres d'enregistrement des décisions prises par les grands syndicats réformistes.

On l'a encore vu lors des grèves de cet automne: ne voulant pas se démasquer outre mesure, les syndicats déclarent rituellement, après avoir laissé le mouvement s'épuiser, que c'est aux AG de travailleurs de décider de la fin de la grève: comme il n'existe pas pour les contrecarrer d'organisation de classe, ils savent qu'ils ne courent guère de risque de se faire déborder...

La reconstitution d'organisations de classe, tel est le problème objectivement posé par toutes les grandes luttes ouvrières trahies, comme celles qui viennent de se dérouler.

Commencer à travailler à cette reconstitution, telle est la tâche qui attend les travailleurs les plus conscients, telle est la seule perspective pour que le prolétariat réussisse à

sortir de son impuissance actuelle et à reprendre la voie de son émancipation.

(1) cf «Libération», 24/11/2007

(2) Selon l'article «la vérité sur l'argent des syndicats», «Le Nouvel Observateur» n°1858 (20/2/2002), il y aurait 10 000 permanents à la CGT et 8000 à la CFDT, que les cotisations des adhérents syndicaux seraient bien en peine d'entretenir. On estime généralement que les cotisations ne couvrent que 25% des dépenses de la CGT, le reste étant payé par l'Etat, les organismes sociaux, les entreprises.

Emblématique est le cas de Le Duigou, éminent dirigeant de la CGT et négociateur avec le gouvernement sur la question des retraites: Inspecteur principal des impôts, il a été permanent pendant 20 ans à ce syndicat, avec salaire payé par son ministère de tutelle. Après avoir signé la fin des régimes spéciaux de retraite, donc la diminution des pensions pour cette catégorie de travailleurs, il vient d'être réintégré dans sa corporation afin de pouvoir toucher dans quelques mois une retraite bien méritée de plus de 3200 euros mensuels...

Les maoïstes de VP qui donnent ces chiffres sur leur blog *Ouvalacgt.over-blog.com*, écrivent que «c'est toute la structure même de l'appareil syndical qui est à revoir. Aujourd'hui elle tend de plus en plus à une structure d'experts spécialisés dans les négociations au plan national ou européen; (...) En n'oubliant pas d'épurer à chaque fois tous les appareils, toutes les structures de cogestion et de collaboration!».

Mais en réalité, il ne s'agit pas seulement de «revoir» et d'«épurer» la structure de l'appareil syndical: cet appareil syndical lui-

Les directions syndicales préparent la défaite Les travailleurs doivent prendre leur lutte en main !

Rarement l'unité syndicale a été aussi grande: presque tous les syndicats, même les plus collaborationnistes, appellent par exemple à la grève reconductible à la SNCF, détermination et combativité des travailleurs oblige! Mais quel objectif cette direction unie donne-t-elle à la lutte qui vient? En 1995 l'objectif était clair: retrait du plan Juppé.

Aujourd'hui quel est l'objectif de cette unité syndicale? Retrait de l'attaque contre les régimes de retraite? Pas du tout! Le prétexte est que cette revendication entraînerait automatiquement la rupture avec les organisations comme la CFDT qui après avoir signé hier la fin des 37,5 annuités pour l'ensemble des salariés de la Fonction Publique a le même but pour les salariés jouissant des régimes spéciaux. L'objectif, c'est la négociation des modalités de la réforme, non son retrait total! Thibault l'a redit encore le 11/11 sur France Inter (pour la CGT, ce qui fait problème n'est pas «le principe» de la réforme, mais l'absence de négociation sur ses modalités!) après avoir demandé sans succès des négociations avec Xavier Darcos. Il a aussi dit que la lutte aurait pu être commencée dès septembre, mais que la CGT a fait preuve de «responsabilité» pour laisser la possibilité au gouvernement de négocier: en fait cela a laissé 2 mois au gouvernement pour se préparer à affronter la grève.

Les directions syndicales appellent donc les travailleurs à lutter pour négocier la saucisse à laquelle ils seront mangés!

L'ORGANISATION INDÉPENDANTE ET DE CLASSE DES PROLÉTAIRES EN LUTTE, SEULE MOYEN DE CONTRER LE SABOTAGE DES DIRECTIONS SYNDICALES !

Devant cette attitude défaitiste le gouvernement a beau jeu de jouer les matamores en affichant sa détermination à ne rien céder sur l'essentiel. Sarkozy a claironné le 9/11 qu'il ne reculera pas comme d'autres l'ont

fait (lire: Chirac-Juppé en 95), tout en agitant le spectre de la «violence» et des «manipulations» (comme si la première violence n'était pas constituée par l'**aggravation de l'exploitation capitaliste** qu'il entend réaliser, et comme si les premiers manipulateurs n'étaient pas **tous les médias** aux ordres des capitalistes!); Fillon affirmait au JDD du 11/11 qu'il «n'a pas peur» des grèves.

De fait le ministre de l'Intérieur Alliot Marie expliquait le 9/11: «Novembre est traditionnellement un mois où s'expriment les revendications». «Nous l'abordons sereinement. Les grandes manifestations sont encadrées par des syndicats qui ont le sens des responsabilités et ne souhaitent pas plus que nous des débordements». Le gouvernement compte donc sur les directions syndicales «responsables» (lire: *collaborationnistes*) pour «encadrer» le mouvement, c'est-à-dire pour le stériliser et l'épuiser comme elles l'ont fait dans le passé.

Mais le gouvernement et le patronat sont en réalité inquiets; la présidente de la SNCF avertit que la grève reconductible est une «aventure» et qu'«on ne sait pas où ça peut aller» (qui sait? les grévistes pourraient gagner!). Sarkozy lui-même est obligé de reconnaître qu'il est «bien conscient de l'histoire sociale et politique française», un syndicaliste lui ayant dit, paraît-il, «on les a toujours fait reculer, on va continuer».

Cependant pour que la lutte soit victorieuse, il faut d'abord qu'elle ne soit pas **trahie** par ses dirigeants. Si l'on veut éviter une répétition de l'échec de la lutte sur les retraites en 2003, une répétition de l'arrêt du mouvement mené l'an dernier sur le CPE, il faut que la direction de la lutte ne soit pas entre les mains de ceux qui ont saboté hier ces luttes!

La seule garantie est que **les travailleurs prennent eux-même en main leur lutte**. Il y a vingt ans les cheminots s'étaient

même est une structure organisée contre la lutte prolétarienne qu'il est impossible de révoquer, modifier ou reconquérir tant elle est imbriquée depuis des décennies dans le réseau bourgeois de contrôle social. Les prolétaires devront se doter d'une autre structure, d'une autre organisation, pour mener leur lutte.

Et la seule «garantie» pour que cette nouvelle organisation fondée sur l'indépendance de classe ne retombe pas dans la dépendance de forces bourgeoises, et que le parti révolutionnaire marxiste en prenne la tête.

(3) cf «Le Progrès», 24/11/2007.

(4) cf «Libération», 24/11/2007.

(5) Déclaration du «secrétariat cheminots de la LCR», «Rouge» n°229.

(6) Selon l'hebdomadaire «Marianne» n°553 (24-30/11/2007), Thibault aurait téléphoné à Besancenot lors des grèves pour «lui enjoindre de ne pas politiser un conflit syndical». Vrai ou faux, il reste que la LCR a été parfaitement loyale à la direction syndicale.

(7) cf «Le Monde», 18-19 novembre 2007. Le journal Sud-Ouest du 26/11 rapporte des déclarations du dirigeant du PS: «Hollande soupçonne le gouvernement "d'encourager les gauchistes", se félicite de l'évolution réformiste de la CGT: "on a intérêt à ce qu'elle évolue, le syndicalisme que l'on doit combattre, c'est celui de SUD"».

Ce qu'il voulait dire, c'est que pour le PS comme pour tout parti bourgeois, un syndicalisme revendicatif, non collaborationniste, est un adversaire à combattre. C'est ce que veulent cacher les faux révolutionnaires qui, de LO à la LCR, cherchent à s'allier avec un parti de ce genre.

Par la suite Hollande a écrit qu'il avait des divergences avec SUD, mais qu'il ne voulait pas combattre ce syndicat: nous avons vu pourquoi...

organisés en coordinations qui menaient et organisaient la lutte pour éviter les manœuvres des directions syndicales; au printemps les travailleurs d'Airbus de Nantes et Saint Nazaire s'étaient organisés en comités de grève et coordination pour faire de même: c'est cette voie qu'il faut suivre si l'on veut éviter une nouvelle trahison.

L'élection de comités de grève par les assemblées générales de travailleurs, la coordination des comités de grève en un comité central de grève dirigeant la lutte sur des revendications claires de défense des seuls intérêts prolétaires et seul habilité à négocier, voilà qui permettrait à la fois d'impliquer dans la lutte le maximum de travailleurs, syndiqués ou non, en évitant les divisions entretenues par les rivalités de boutiques syndicales et en se protégeant de leur inévitable trahison!

L'attaque contre les régimes spéciaux n'est que le prélude aux attaques plus vastes et généralisées contre tous les travailleurs qui sont ouvertement annoncées. La lutte de ces salariés intéresse donc tous les travailleurs. A la propagande des médias pour monter les "usagers" contre les grévistes, il faut opposer l'organisation de la solidarité de classe de tous les prolétaires contre les capitalistes et leur Etat.

Au delà même de la lutte actuelle, ce sont tous les travailleurs de ce pays qui, comme ceux des pays voisins sujets aux mêmes attaques, doivent se préparer à des luttes prochaines pour se défendre contre les capitalistes, en revenant aux méthodes et aux moyens de la lutte de classe.

On ne négocie pas les attaques, on les combat!

Union dans la lutte de tous les travailleurs, français ou immigrés, du public ou du privé!

12/11/2007

« Proletarian »
Nr. 3 - October 2007
 Supplement to
 «le prolétaire» Nr. 486
 (One copy : £1 / US\$1,5 / €1,5)

Après le succès des manifestations et grèves du 20, les directions syndicales collaborationnistes magouillent pour faire avorter la lutte. Organisation de classe des travailleurs contre leur sabotage!

Aujourd'hui ce n'est pas encore le retour de la révolution prolétarienne (1), mais seulement le début de la véritable lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat. Le leader de la CFDT Chérèque s'est fait sortir de la manif de mardi, mais son collègue de la CGT Thibault a montré le bout de l'oreille en appelant les travailleurs à économiser leurs forces, les négociations devant durer des semaines! Les médias ont compris 5 sur 5 en expliquant que c'est un appel implicite à la reprise du travail. Au moins Chérèque était plus franc quand il disait ouvertement qu'il fallait "suspendre" la grève parce que les négociations allaient durer un mois - quitte, bien sûr, à la reprendre dans un mois, dans un an ou ... jamais!

Les travailleurs lui avaient répondu en votant massivement la poursuite de la grève: chacun sait que en absence de rapport de force établi par une grève, il est impossible de faire reculer les patrons et le gouvernement.

Mais face au sabotage plus hypocrite des autres directions syndicales, le vote de la poursuite de la grève ne suffit plus. Sans l'utilisation des méthodes élémentaires de la grève (comme l'occupation des locaux, les piquets de grève pour interdire la circulation des trains, métros et bus), sans l'organisation indépendante en comités de grève élus, sans leur coordination et l'établissement d'un comité central de grève chargé de diriger la lutte sur la base des véritables revendications prolétaires (et non du fameux "grain à moudre" pour faire passer la

pilule de la capitulation), les travailleurs vont rester impuissants et désarmés devant les manœuvres des appareils syndicaux collaborationnistes (sans parler de leurs complices politiques réformistes de gauche qui approuvent les attaques en cours ou d' "extrême gauche" qui ne jurent que par l'unité avec les appareils collaborationnistes).

Les premiers exemples de formations de comités de grève à la RATP et à la SNCF démontrent que les travailleurs peuvent réellement prendre leur lutte en main. Les actions dites de "sabotage" qui sont sans doute une réponse au discours menaçant du gouvernement et à l'ouverture des négociations/capitulations de mercredi, sont un signe de la détermination de certains grévistes, alors que les directions syndicales collaborationnistes bloquent depuis une semaine toute initiative visant à étendre et renforcer le mouvement. Il ne faut pas condamner ces actions comme le font bruyamment à l'unisson le gouvernement, la direction et les syndicats, mais utiliser cette détermination pour maintenir et élargir la grève, y compris en s'adressant aux autres travailleurs et aux jeunes: piquets de grève effectifs, délégations massives auprès des autres entreprises, etc.

La lutte des travailleurs des transports et autres n'est pas une lutte pour maintenir des "privilèges": les privilégiés, ce sont les capitalistes dont Sarkozy est l'homme de paille. Leur combat doit être soutenu par tous les travailleurs parce qu'il est l'avant-garde de la lutte contre l'aggravation des attaques

anti-prolétaires décidée par les patrons et mise en oeuvre par le gouvernement.

Les centaines de milliers de grévistes et de manifestants de mardi l'ont compris: à la généralisation des attaques, il faut répondre par la généralisation de la lutte!

Organisation indépendante des travailleurs, en rupture avec le collaborationnisme politique et syndical!

Retour à la lutte de classe anti-capitaliste!

21/11/2007

(1) Titre d'un reportage sur la France de la télé russe NTV, mardi 20/11: "En France, retour de la révolution prolétarienne".

On peut lire dans le script du reportage: "Les observateurs craignent sérieusement que l'importance des mouvements qui se produisent en France pourrait complètement paralyser le pays qui depuis déjà une semaine est étranglé par des grèves incessantes. (...) La lutte pour les avantages sociaux en France rappelle déjà la révolution prolétarienne. A l'époque les bolcheviks appelaient à la prise des PTT et des gares; aujourd'hui les français paralysent le fonctionnement de ces objectifs-clés".

C'est un reportage à sensation pour faire frissonner le téléspectateur russe petit-bourgeois conditionné à soutenir le pouvoir fort de Poutine contre les troubles. Mais au delà il montre que pour les bourgeois tout grand mouvement de lutte évoque le spectre de la révolution!

Réformisme et social-pacifisme contre la révolte

(Suite de la page 1)

mettent la manifestation de ces révoltes, jamais cette lutte future ne pourra naître. La naissance et le développement de la lutte anticapitaliste s'accompagneront inévitablement d'émeutes et d'épisodes plus ou moins isolés et désordonnés d'affrontements violents avec les forces de maintien de l'ordre oppresseur et exploiteur. Les prolétaires d'avant-garde et le parti de classe ne devront pas condamner ces épisodes, en leur opposant un schéma abstrait et faux (comme le rappelait Lénine il y a presque un siècle) d'une lutte de classe qui serait «pure» et sans «débordements»; ils devront être capables d'en saisir les aspects positifs afin de les intégrer dans la lutte d'ensemble de la classe.

Aujourd'hui où le prolétariat reste encore prisonnier des chaînes de la collaboration des classes et où les révolutionnaires marxistes restent une minorité insignifiante, il est très facile pour la bourgeoisie de présenter ces révoltes comme des explosions absurdes de «violence aveugle» où des minorités de «voyous» en proie à leurs «instincts de destruction» cassent tout ce qui leur tombe sous la main. La condamnation tapageuse des émeutes par la bourgeoisie, la démonstration de force policière qu'elle organise à cette occasion, la répression qu'elle met en oeuvre, ont un seul véritable objectif: dissuader les prolétaires de s'attaquer à l'ordre établi et de recourir à la violence.

C'est cela qui doit dicter l'attitude des révolutionnaires communistes: solidarité avec les jeunes émeutiers, lutte contre la propagande démocratique, pacifiste et légaliste contre la violence et dénonciation de tous ceux qui d'une façon ou d'une autre s'en font les vecteurs, réaffirmation des principes fondamentaux du communisme.

**UNION CONSERVATRICE
 DU PCF...**

Cette propagande bourgeoise a bien sûr été orchestrée au plus haut niveau par les Sarkozy, Fadela Amara et autres politiciens gouvernementaux, avant d'être relayée à droite comme

à gauche. Mais elle a peut-être été reprise avec le plus de netteté par André Gérin, maire PCF de Génissieux (banlieue lyonnaise), dans une tribune du Monde intitulée «Faire face au chaos social» (1).

S'alarmant de «l'usage d'armes à feu» où il voit une «évolution à l'américaine» (?) qui lui fait «craindre le pire», celui-ci écrit: «Il faut tout faire pour empêcher l'embrasement. (...) Tous les responsables politiques doivent parler d'une même voix et dépasser l'esprit partisan. Plus que jamais nous avons besoin d'un front républicain. Plus que jamais la présence de l'Etat dans les quartiers s'avère indispensable, d'abord pour ouvrir le dialogue avec les habitants (!). (...) Dans la "merde" sociale, morale et culturelle actuelle s'épanouissent des mafieux, des trafiquants, des intégristes qui profitent du malheur des habitants. (...) La gangrène se développe dans le mépris des institutions, de l'autorité, des règles de la République. On l'a encore vu à Villiers le Bel: des groupes déterminés attaquent les symboles de la République et instrumentalisent une partie - une partie seulement - de la jeunesse».

Gérin continue en affirmant qu' «il faut s'attaquer au danger mortel que constitue le racisme anti-arabe, antisémite, anti-blanc, anti-France [la France serait-elle devenue une race?]; c'est une façon de discréditer les réactions violentes au racisme quotidien, meurtrier, qui frappe les prolétaires d'origine étrangère, racisme alimenté officiellement et pratiquement institutionnalisé afin de diviser le prolétariat, en mettant ces réactions sur le compte d'un racisme (imaginaire) également répréhensible. Ses appels à s'attaquer au prétendu racisme anti-blanc et anti-France ne sont en fait pas autre chose qu'un soutien à la xénophobie ambiante et aux attaques envers les travailleurs immigrés accentuées par le gouvernement actuel!

Réformisme oblige, l'élu PCF termine son article par un volet social; il y souligne que les mesures répressives ne sont pas suffisantes car le chômage est «à la racine du mal». Et pour combattre ce dernier qui a «ghettoisé la misère» et «plongé des millions de jeunes dans un véritable "no future"» il affirme qu' «il faut d'urgence prendre les mesures économiques

qui s'imposent». C'est-à-dire?

Après avoir reconnu avec une belle franchise que «depuis trente ans «nous les politiques, de droite comme de gauche, nous n'avons pas combattu le chômage, nous nous sommes contentés de son accompagnement social», Gérin nous présente une solution-miracle: il faut réunir «dans chaque département des milliers de chefs d'entreprise et les élus du terrain» pour «imaginer des solutions réalistes et efficaces» contre le chômage!

S'il existe encore des prolétaires pour gober que l'imagination des patrons et des politiciens puisse avoir pour objet de faire reculer le chômage et la pauvreté, ils ne doivent pas être bien nombreux, surtout après l'aveu de Gérin lui-même que les politiciens n'ont fait que mentir à ce sujet depuis trente ans...

Tout le réformisme, toujours antiprolétaire et illusoire par nature, mais qui par temps de crise n'a plus rien à promettre aux prolétaires, se trouve résumé dans cet article: répression étatique et appel aux capitalistes pour pallier aux conséquences inévitables du capitalisme.

Depuis qu'il existe, non seulement le réformisme (qu'il vaut mieux appeler collaborationnisme étant donné que sa caractéristique fondamentale est la collaboration avec les bourgeois, les patrons et leur Etat dans le cadre de l'ordre établi) n'a jamais combattu le capitalisme, mais en fait il a toujours eu comme objectif d'empêcher les prolétaires de le combattre, bien content que l'«accompagnement social» concédé par la classe dominante suffise à calmer la situation. Si ces gens-là crai-

(Suite en page 4)

Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction.

Marx et Engels, Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, Mars 1850

Réformisme et social-pacifisme contre la révolte

(Suite de la page 3)

gnent maintenant que «la spirale de la violence acquière la force d'un typhon», c'est parce que derrière les émeutes, c'est le spectre de l'**incendie social**, de la lutte prolétarienne qu'ils redoutent!

...À LUTTE OUVRIÈRE

Le reflet de ces positions, nous le retrouvons sans surprise chez les «trotskystes» de Lutte Ouvrière. Cette organisation ne voyait déjà dans les révoltés de 2005 que des «associés» et elle se lamentait de la disparition de la «police de proximité». Aussi écrit-elle à propos des dernières émeutes:

«Dans ces affrontements, il y avait sans doute un certain nombre de meneurs de petites mafias qui empoisonnent souvent la vie des cités et qui ont peut-être été les premiers à incendier les magasins, une bibliothèque ou un bâtiment scolaire, ce qui malheureusement porte avant tout tort à la population. Mais cela n'explique pas que sous l'émotion [sic!] des centaines d'autres jeunes les aient si rapidement rejoints» (2).

«La population de ces quartiers dits difficiles», continue LO, n'est pas formée de «gens déclassés ou marginaux» (ouf!), mais de «travailleurs pauvres» qui ont la plus grande difficulté «à payer leur loyer et nourrir leur famille».

LO affirme donc que les violents sont - «sans doute» - des petits chefs mafieux, qui ont attiré derrière eux des jeunes émotifs: la calomnie est la même que celle déversée par tous les politiciens réactionnaires, de Gérin à... Fadela Amara qui fut longtemps censée par cette organisation. Cependant elle semble comprendre qu'il s'agit d'une **question sociale**; mais elle ajoute aussitôt: «L'école ne donne ni une véritable éducation ni une formation qui débouche sur un emploi». Suffirait-il alors de recevoir une formation adéquate pour obtenir un emploi, comme le répète la propagande bourgeoise et collaborationniste? Le chômage ne serait-il plus la **conséquence inévitable** du mode de production capitaliste, mais le résultat de son mauvais fonctionnement, d'une mauvaise adéquation entre l'**offre** de marchandises-travailleurs et la **demande** des patrons?

C'est ce qui semble ressortir des solutions esquissées par LO, qui ne vont pas au-delà du réformisme le plus plat. Qu'on en juge: «Il faut des écoles, des enseignants. Il faut des emplois pour les jeunes et les moins jeunes. Il faut des transports qui diminuent l'isolement de nombreux cités. Tout cela, c'est une urgence. Les municipalités concernées n'ont pas les moyens de résoudre ces problèmes, mais l'État, lui, les

aurait; pour peu qu'il donne un peu moins aux plus riches et consacre les moyens nécessaires pour rendre la vie acceptable dans les quartiers populaires».

Ah, si l'État donnait «un peu moins» (soyons raisonnables!) aux riches, il pourrait résoudre les problèmes des prolétaires! Les réformistes, quelle que soit leur nuance politique, se reconnaissent par le fait qu'ils s'emploient à **tromper** les prolétaires en leur faisant croire qu'il suffirait d'un changement de politique, de quelques réformes ou d'un peu de bonne volonté des capitalistes ou de leur État, pour que leurs *problèmes* et leurs *difficultés* soient au moins en partie résolues - donc sans qu'il y ait besoin de bouleverser ou seulement de combattre réellement l'ordre social et politique en vigueur. C'est exactement ce qu'écrit Lutte Ouvrière, qui doit donc être à bon droit rangée parmi cette engeance antiprolétarienne.

En faut-il une autre preuve? Elle nous est donnée par l'annonce que Lutte Ouvrière vient de passer un «accord de principe» avec... le sieur Gérin en vue d'intégrer sa liste pour les prochaines municipales (3). Qui se ressemble s'assemble!

Les communistes véritables, eux, combattent tous les mensonges anti-prolétaires - c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils ne participent pas au **cirque électoral**, mascarade instituée pour défendre le système de domination bourgeois. Ils répètent aux prolétaires qu'il ne faut accorder aucune confiance aux capitalistes, aux entrepreneurs et à l'État bourgeois et qu'il n'existe pas d'autre solution que la **lutte de classe**, y compris pour simplement se défendre ou arracher les plus minimes améliorations. Combattant les illusions répandues par les réformistes, les communistes véritables expliquent que rien ne pourra changer de manière durable en leur faveur tant qu'existera le capitalisme, ce système économique et social qui se nourrit de leur exploitation et de leur misère.

Ce qu'il faut aux prolétaires avec urgence, ce n'est pas des enseignants, des transports, des moyens et l'intervention de l'État, ni des listes d'union électorales! C'est la mobilisation de toutes leurs énergies pour se lancer dans la **lutte réelle** contre les capitalistes et leur État; c'est l'organisation politique - le parti révolutionnaire - **nécessaire pour diriger** cette lutte à toutes les étapes jusqu'à la révolution, jusqu'au renversement de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la **dictature internationale du prolétariat**, condition indispensable pour déraciner le mode de production capitaliste et ouvrir la voie au communisme.

Mais voilà précisément ce que les réformistes, qu'ils se disent de gauche ou d'extrême-gauche, veulent cacher à tout prix!

LE CCI, OU LE SOCIAL-PACIFISME CAMOUFLÉ PAR LA PHRASE RÉVOLUTIONNAIRE

Disons quelques mots sur les positions du CCI; cela en vaut la peine, car nous avons là l'exemple classique de la phrase révolutionnaire qui ne sert qu'à camoufler un social-pacifisme invétéré. Le titre de l'article de «Révolution Internationale» est: «Face à la violence économique et policière du capital, seule la lutte ouvrière est porteuse d'avenir!» (4).

Aux pacifistes qui dénoncent hypocritement la violence des jeunes révoltés, les communistes répliquent que la **première et incomparablement plus grande** violence est celle du capitalisme, que ce soit sous la forme ouverte de la répression policière ou sous la forme «potentielle» des rapports économiques qui condamnent les prolétaires à la misère et à la mort rapide (même dans nos pays riches et ultra-développés, les statistiques dans leur froideur glaciale indiquent que les ouvriers meurent des années plus tôt que les bourgeois). Le recours permanent à la répression policière même en période de calme social, toute la violence qui est inséparable des rapports sociaux capitalistes, même quand elle ne s'exprime pas par les guerres qui ne cessent d'ensan-

gler la planète (Sarkozy d'un même souffle condamne comme des criminels ceux qui tirent à la grenaille sur des policiers et appelle la population à soutenir les soldats français qui guerroyent en Afghanistan ou en Afrique!), démontrent de manière irréfutable que les prolétaires devront utiliser eux aussi l'**arme de la violence** pour en finir avec cette violence capitaliste.

Les autorités ont envoyé à Villiers le Bel un millier de gendarmes et policiers motorisés et dotés de gaz lacrymogènes mais aussi de flash-ball, ainsi que des snipers (selon le témoignage de Sarkozy lui-même révélant à la télévision que l'un de ces tireurs d'élite avait eu dans son viseur un émeutier tirant sur les policiers), et des hélicoptères: ce déploiement de force spectaculaire avait pour but d'intimider, au-delà de quelques bandes de jeunes, **la population** prolétarienne dans son ensemble, en lui démontrant la force écrasante de l'État bourgeois.

Cependant, à la grande fureur des bourgeois et de leurs valets, les jeunes qui avaient organisé une manifestation silencieuse - et appelé les ouvriers d'un chantier de construction à la grève -, ne se sont pas laissés intimider. Ils ont expliqué lors des affrontements qu'ils «ne s'amuse pas à casser pour rien» mais que «les marches silencieuses ne suffisent pas», tandis que les mères criaient: «Ils vont le payer!» (...) La police doit payer pour ce qu'elle nous fait!» (5) et que d'autres habitants leur témoignaient leur soutien. Pas besoin d'avoir lu Marx ou Lénine, c'est la réalité qui enseigne que cette société repose sur la violence et la force des oppresseurs et que c'est la force et la violence des opprimés qui doit lui être opposée...

Mais le CCI qui cite complaisamment le chiffre des policiers blessés fourni par le Ministère de l'Intérieur (personne n'a dit ni cherché à savoir combien de manifestants avaient été blessés par les policiers) sans oublier de mentionner l'incendie d'une bibliothèque - horreur! - et d'une «école maternelle» (en fait un bâtiment scolaire), ne voit chez les émeutiers que «rage destructrice» et «désespoir». S'il veut bien concéder que les émeutiers ont été «broyés» par le «système», que leur quotidien est sinistre et que le monde capitaliste ne leur offre aucune perspective, ce n'est pas pour conclure qu'ils ont mille raisons de se révolter, mais pour mieux asséner: «la violence de ces jeunes (...) n'en reste pas moins un coup porté en premier lieu à la classe ouvrière»!!!

Et pour quelles raisons? A l'énumération habituelle des voitures des habitants brûlées, des bus incendiés empêchant les travailleurs d'aller au boulot (ceci est un scoop, car ni les médias ni la police n'ont parlé de bus brûlés), le CCI rajoute... le traumatisme des petits enfants «terrorisés, marqués par la vision de leur école incendiée, détruite!» Ces petits enfants n'étaient sans doute pas traumatisés jusqu'ici par la vie de misère que fait vivre le capitalisme aux prolétaires, et ils étaient probablement tranquilisés par le vacarme des hélicoptères fouillant de leurs projecteurs les façades des immeubles, les sirènes de police, les fumées des lacrymogènes et la vision des robocops patrouillant dans les allées des cités...

Cependant voici l'argument décisif (souligné par nous): «Enfin et surtout, **de tels actes ont toujours constitué le prétexte parfait pour renforcer encore et partout l'État policier**. Au nom de la sécurité l'État utilise chaque fois ce genre d'émeutes pour fliquer davantage... les travailleurs» (5).

C'est là exactement le raisonnement classique de tous les **adversaires** de la lutte ouvrière, de tous ceux qui avertissent les prolétaires de ne pas «aller trop loin», d'éviter les actions trop dures et violentes, de respecter les formes légales de façon à ne pas «provoquer» la bourgeoisie et à ne pas s'exposer à la répression. Si l'on pousse ce raisonnement jusqu'au bout, pour éviter le flicage et le renforcement de l'État policier, les prolétaires devraient absolument éviter non seulement de se lancer bien sûr dans la lutte révolutionnaire, mais même dans des grèves trop nombreuses ou trop gênantes pour la bourgeoisie: il est évident que s'il n'y avait jamais de grèves, le gouvernement n'aurait pas fait voter une loi restreignant le droit de grève par l'instauration d'un «service minimum»! Conclusion: seule la servilité complète des travailleurs est admissible...

La bourgeoisie n'a jamais besoin d'aucun *prétexte* pour renforcer son État policier et fliquer les travailleurs, car elle est parfaitement consciente que les antagonismes entre les classes ne cessant de s'aiguïser, il est inévitable qu'ils éclatent au grand jour, sous une forme ou sous une autre.

Quand ces explosions ont lieu, les médias et les idéologues bourgeois aidés de leurs laquais réformistes, font tous les efforts pour en dissimuler le sens, pour nier qu'il s'agisse d'épisodes de l'affrontement entre les classes; ils les attribuent à des «voies déstructurées», des mafieux, des islamistes, des bandes ethniques ou autres «enragés» (comme on disait en 68). Il en va de même pour les luttes ouvrières dès qu'elles atteignent un certain niveau de combativité et qu'elles ont recours à des méthodes classistes (et ce n'est pas par hasard non plus que le CCI condamne comme violents voire «terroristes» les piquets de grève, les séquestrations, les menaces de destruction des équipements ou d'atteintes de l'environnement).

Il est inutile de faire une grande analyse marxiste pour percevoir et partager la haine accumulée contre les défenseurs de l'ordre bourgeois et pour comprendre les explosions de révolte qui éclatent - trop peu souvent, hélas! - lors des exactions policières. La violence dont est quotidiennement victime la classe ouvrière ne peut pas ne pas provoquer des réactions, susciter des actes de destructions ou de vengeance, qui ne peuvent pas patiemment attendre la constitution d'organisations de classe capables de les intégrer dans un mouvement bien organisé.

Il faut être social-pacifiste jusqu'au bout des ongles pour condamner ces réactions quand elles sont violentes et les accuser d'être alors antiprolétariennes; c'est au contraire quand elles restent sagement dans le cadre légal et pacifique du collaborationnisme que les «réactions» jouent contre le prolétariat, en perpétuant son impuissance et donc son asservissement.

Il faut être plongé jusqu'au coup dans le moralisme le plus hypocrite pour écrire (après avoir condamné les jeunes révoltés!) que la seule «véritable perspective» à proposer à cette jeunesse et à l'ensemble de l'humanité (?) consiste à opposer au «pourrissement sur pied de la société» les «véritables valeurs» de la classe ouvrière: «l'unité et la solidarité de tous les exploités».

La perspective prolétarienne révolutionnaire, autrement dit la perspective communiste, ne consiste pas du tout à proposer à l'**ensemble de l'humanité** (où sont passées les

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des repréailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doit lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation.

De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la «grande journée» où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir.

Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de «gardes blancs» de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux.

Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

*Amadeo Bordiga,
Parti et action de classe (1921)*

La révolution socialiste en Europe ne peut pas être chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs.

Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pour l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs par tous (bien que pour des raisons différentes!) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, lequel ne s'épurera pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises.

*Lénine, juillet 1916
(O.C., tome 2, p. 384)*

classes sociales?) des «valeurs» morales en opposition à un «pourrissement de la société».

Elle consiste à proposer aux exploités, aux prolétaires, un programme de lutte et d'organisation contre la domination capitaliste: programme politique fondé sur le marxisme - synthèse des leçons des luttes historiques du prolétariat -, qui, partant de la constitution du parti de classe internationaliste et international, va jusqu'au but final de la société sans classes, en passant par la lutte armée pour le renversement des Etats bourgeois et la prise du pouvoir.

Cette perspective communiste ne pourra commencer à être crédible auprès de secteurs prolétaires significatifs qu'après de nombreuses expériences concrètes de luttes et d'explosions sociales. Au cours de ce processus de reprise de la lutte révolutionnaire de classe qui ne pourra pas ne pas être contradictoire, les

communistes devront prendre garde de ne pas oublier ce qu'écrivait Bordiga en 1921 au nom du Parti communiste d'Italie:

Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétaires non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de «gardes blancs» de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux.

Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un

entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver (6).

(1) «Faire face au chaos social», «Le Monde», 5/12/2007.

(2) cf «Lutte Ouvrière» n°2052, 30/11/2007

(3) cf «Lyon capitale», 12/12/2007.

(4) cf «Révolution internationale» n°385, décembre 2007

(5) cf www. Rue89.com, 27/11/2007. Le journaliste affirme que «tout le monde est unanime» dès qu'on parle de la police. Voir aussi le reportage du «Monde», 27/11/2007: «(...) Allez les frères!, encourage-t-on sur le trottoir, où les anciens, médusés de tant de

violence, sont descendus regarder le spectacle, tandis que d'autres tentent de sauver leur voiture. Certaines femmes jettent de l'eau du balcon de leur HLM pour soulager les yeux rougis de leurs "fils". Quand la police charge, certains étages n'hésitent pas à la "caillasser". (...) "Moi j'ai vécu Charonne, le 17 avril 1961. Mais la police, ça restait quand même police-secours, rumine ce fonctionnaire de mairie. Aujourd'hui, mes enfants je leur dis: quand tu vois la police, tu t'enfuis"».

(5) Les points de suspension dans cette phrase signifient que pour le CCI s'il serait logique de fliquer les jeunes, il est en apparence paradoxal de fliquer les travailleurs sous prétexte de sécurité, puisque la violence des émeutiers serait dirigée contre ces derniers...

(6) «Parti et action de classe» (mai 1921), in «Parti et classe», Textes du P.C. International n°2, p. 64

Emeutes à Villiers le Bel

Dimanche 25 novembre. 2 jeunes qui circulaient sur une mini-moto meurent sur le coup après être entrés en collision avec une voiture de police à Villiers-le-Bel: Larami, 16 ans, apprenti boulanger, Moushin 15 ans, qui devait commencer quelques jours plus tard un stage de plomberie. Villiers le Bel est une ville prolétarienne de la banlieue nord de Paris à forte population d'origine immigrée et où règne parmi les jeunes un chômage massif. Les circonstances troubles de ce tragique accident provoquent la colère des jeunes qui par petits groupes s'affrontent aux flics, détruisent des postes de police, s'attaquent à des commerces et des édifices publics, brûlent des voitures. 120 policiers sont blessés (plus ou moins sérieusement) dont quelques uns par fusils de chasse. Pendant que les jeunes affrontent les policiers dans la rue, les mères jettent de l'eau pour les protéger des gaz lacrymogènes. Les affrontements touchent d'autres communes: Sarcelles, Longjumeau, Montgeron, Grigny...

Cependant la présence massive de forces de police (un millier d'hommes avec un matériel impressionnant, y compris des hélicoptères) réussit à mettre fin aux émeutes au bout de 3 jours, avant qu'elles puissent s'étendre aux villes voisines et à tout le pays comme en 2005.

La police, dont la version est reprise sans hésitation par tous les médias, se déclare innocente: selon elle, ce sont les adolescents qui n'ont pas respecté la priorité et qui circulaient sans casques, qui se sont jetés sur la voiture de police qui circulait à faible vitesse (dans un premier temps, les services de police, repris sans sourciller par les médias, avaient même affirmé que la moto était volée!).

Mais selon des informations non officielles, qui n'ont évidemment pas été reprises par les médias, ce sont bien les policiers qui sont responsables du drame. «Ils tuent nos enfants comme des mouches» déclare le père de l'une des victimes (1). Il affirme que les flics avaient dit aux jeunes quelques heures auparavant qu'ils les écraseraient s'ils les rencontraient de nouveau...

LES MÉDIAS DU CAPITALISME

Après que Sarkozy, s'indignant des attaques subies par la police, ait promis l'utilisation de «tous les moyens» pour retrouver ceux qui avaient tiré sur les policiers et pour les déférer comme n'importe quels assassins devant les Assises (démonstration que la Constitution démocratique stipulant expressément que la justice est indépendante du pouvoir exécutif n'est qu'un chiffon de papier!), une distribution de tracts appelant contre récompense les habitants à dénoncer leurs voisins est en cours depuis le 4 décembre.

Radio France Info, jeudi 5 décembre, 7h 20. L'animateur, après avoir donné cette information, ajoute sournoisement: «cette récompense [aux heureux délateurs] pourrait bien arrondir leur pouvoir d'achat à Noël».

A croire que tout le monde est pourri, susceptible de se faire acheter, se prostituer, vendre ses voisins ou ses camarades d'enfance, en somme à se faire les Judas d'une communauté qui vient de perdre deux de ses enfants! En réalité c'est le meilleur autoportrait que dresse inconsciemment ce journaliste de sa profession: les prostitués des médias (2).

LES MASS MÉDIAS, ADVERSAIRES CONGÉNITAUX DES LUTTES OUVRIÈRES ET DES RÉVOLTES SOCIALES

Il est archifaux de dire que la chaîne de

télévision TF1 et son présentateur vedette Jean-Pierre Pernaut soient les seuls à débiter un discours hystérique exprimant l'opinion du Medef, le seuls à dénigrer la lutte des cheminots ou à exulter selon l'évolution du conflit.

Pendant les neuf jours de la grève des cheminots et de la RATP, tous les commentateurs et journalistes de presse, radio et télévision ont démontré leur attachement aux chaînes de la prostitution: ils se sont évertués à condamner a priori les grévistes, soufflant littéralement aux interviewés des radio-trottoirs, pour la plupart usagers des transports, à condamner les «privileges» des régimes spéciaux, à dénoncer la grève pour tous les inconvénients qu'elle leur causait - la fameuse «galère» dont se lamentaient à grands cris les médias capitalistes, soudainement intéressés par le sort de la population laborieuse.

Pour assurer que la domination du capitalisme reste incontestée, ces agents auxiliaires des forces de l'ordre s'emploient à diviser la classe ouvrière en s'appuyant sur les couches les plus profondes de la psychologie humaine (égoïsme, individualisme, imédiatisme, peur de l'autorité supérieure, etc.) qui ne sont que le reflet de la base fondamentale de la société bourgeoise: la lutte de tous contre tous. C'est là que les médias trouvent leurs précieuses pépites, c'est à partir de là qu'elles transforment la merde (le mensonge, la désinformation) en or pour leurs maîtres!

C'EST LA BOURGEOISIE ET SON ETAT QUI PARLENT À L'OREILLE DES PROSTITUÉS DES MÉDIAS...

...Et les médias et leurs prostitués sont la voix de leurs maîtres!

Même constat au moment des nouvelles émeutes: les organes de «communication» (lire: de «propagande») bourgeois expliquent avec un luxe de détails que la police n'a aucune responsabilité dans l'accident fantastique qui a coûté la vie aux deux adolescents «téméraires» (il faut effectivement un courage peu ordinaire pour se jeter à toute vitesse contre une voiture de police clairement identifiée!): les victimes sont les seules responsables: un double suicide en quelque sorte!

Un habitant présent sur les lieux a témoigné que la position du véhicule et l'emplacement des cadavres des victimes ont été mo-

difiés par la police et que le choc a eu lieu sur la partie frontale du véhicule; et en outre que ces «mini-motos», surtout lorsqu'elles portent 2 passagers, ne peuvent avoir qu'une vitesse réduite, etc. Selon lui, cela ne peut signifier qu'une seule chose: les jeunes ont été percutés par la voiture de police roulant à vive allure. Il déclare aussi que les policiers après avoir pratiqué un massage cardiaque sont partis avant même l'arrivée des secours. D'autre part les vidéos et les photos démontrent que contrairement à ce qu'affirmait la police, les dégâts sur le véhicule n'ont pas été commis par des manifestants après l'accident.

On peut bien sûr refuser de croire à ce témoignage (censuré sur TF1); mais trop de détails sont là pour démontrer les embrouilles, les «mises en scène», les procédés crapuleux des médias contrôlés depuis les plus hautes instances bourgeoises: les médias avec leur débauche de caméras, de reporters, de journalistes, sont toujours devant les événements pour mieux les déformer, et derrière les bandes armées de l'Etat pour mieux justifier les opérations de répression.

Ils ne peuvent rendre de plus grand service aux bourgeois que la déformation des faits qui peuvent légitimement alimenter les révoltes, ce qui est aussi efficace que le matraquage des prolétaires rebelles. La diffusion de l'information devient une affaire d'Etat pour les capitalistes, car il leur faut éviter une spirale interminable de violence et de rébellion contre la situation qu'ils infligent aux prolétaires. Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, déclare le lundi 26 novembre à 13 heures devant la mairie de Villiers-le-Bel: qu'elle veut que les médias «tiennent leur rôle, important dans ce contexte, dans un moment où il faut la sérénité et un retour au calme». *Circulez, circulez, il n'y a rien à voir!*

Les hasards du calendrier judiciaire ont fait qu'au moment des affrontements à Villiers-le-Bel, étaient jugés à Marseille des jeunes qui, lors d'autres émeutes, avaient incendié un bus, brûlant gravement une jeune passagère.

Le procès et les déclarations de la malheureuse victime ont été très largement médiatisés parce qu'il s'agissait avant tout de condamner tous ceux qui voudraient s'attaquer à l'ordre établi, en les identifiant à des «barbares» incendiaires. Les victimes de la police ou des «accidents du travail», vérita-

bles assassinats légaux, n'ont jamais droit à une telle sollicitude des médias qui savent très bien tenir leur rôle!

Incendier un bus rempli de passagers est une imbécillité criminelle; cela démontre que la présence d'organisations de classe, et du parti révolutionnaire, pour que les énergies de révolte qui animent les couches opprimées soient correctement orientées vers l'ennemi de classe et ses institutions, au lieu de se disperser au hasard, au point de risquer même de frapper des prolétaires.

Les circonstances du drame de Villiers-le-Bel ne seront jamais élucidées (3): la Justice a clos l'enquête ouverte par les faits en concluant qu'il s'agissait d'un «banal accident»; c'était d'ailleurs ce qu'avait affirmé dès le début les Autorités.

Mais la vérité est que le harcèlement permanent, les fouilles répétées, les contrôles de papiers d'identité, les remarques racistes, les arrestations de routine, les gardes à vue qui sont le lot quotidien des jeunes (et moins jeunes) sont l'expression d'une politique délibérée de l'Etat bourgeois: dans les véritables poudrières sociales que deviennent potentiellement les banlieues prolétaires, il est toujours plus nécessaire de faire régner en permanence un climat d'intimidation et de peur pour maintenir l'ordre établi.

C'est dans ce cadre que la police française est soupçonnée de se livrer à un sport des plus sordides: la chasse aux cailleras (aux racailles, en verlan, le très vieux idiome populaire) qui consiste à faire tomber les jeunes à coup de pare-chocs ou de portières ou à les faire accélérer jusqu'à ce qu'ils perdent le contrôle de leur engin et se fracassent contre les murs, les rambardes ou les fossés. Comme par hasard, dans la plupart des «accidents» de ce genre, les voitures de la police ne sont jamais loin...

VENGEANCE DE CLASSE!

Le 29 novembre, dans une interview au «Parisien», Fadela Amara, la pute et soumise secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville, déclarait que les émeutes ne sont pas imputables à «une crise sociale»: «ce n'est pas parce que l'on est pauvre, exclu et discriminé que l'on peut tout saccager». «On est dans la violence urbaine, anarchique, portée

(Suite en page 6)



Emeutes à Villiers le Bel

(Suite de la page 5)

par une minorité» (ce n'est pas de la police dont elle parle!); «ce petit noyau dur utilise le moindre prétexte pour casser, brûler, tout péter dans le quartier». C'est pourquoi selon elle «il fallait d'abord (...) opposer la fermeté au désordre»...

Devant des policiers Sarkozy, ce même 29 novembre, assénait: «ce qui s'est passé à Villiers-le-Bel n'a rien à voir avec une crise sociale, ça a tout à voir avec la voyoucratie!». Le même jour, à la télévision, il affirmait que les émeutiers étaient «des voyous déstructurés, prêts à tout (...) des trafiquants»; en effet: «tous les chômeurs ne tirent pas sur les policiers et les gendarmes!». En réponse à la question d'une journaliste, Sarkozy finissait par admettre l'existence d'un «malaise social», mais en attribuant sa cause à... «une immigration qui pendant des années n'a pas été maîtrisée, des ghettos qui ont créés des personnes qui se sont pas intéressées»!!! «C'est la raison pour laquelle les forces de l'ordre ont des consignes de sévérité à l'endroit des délinquants». Voilà une nouvelle illustration du recours à la propagande xénophobe et raciste anti-immigrés par les dirigeants bourgeois, parallèlement aux mesures spectaculaires contre les travailleurs sans-papiers, dans le but de diviser et paralyser le prolétariat.

Un certain Rachid Kaci, militant UMP, est «conseiller technique à la présidence de la République sur la politique de la ville, etc.». Tout en disant que ceux qui montent «des gamins contre les représentants des institutions sont des voyous», il déclarait le 3 décembre: «A Villiers-le Bel, nous avons assisté à une révolte sociale suite aux décès de deux gamins (...). Mais cette explosion de violence n'a été possible qu'en raison d'un profond malaise social. (...) L'exaspération sociale est telle qu'à partir du moment où il se passe quoi que ce soit de grave, la responsabilité, dans l'esprit des gens en révolte, en incombe forcément aux institutions» (4).

Villiers-le-Bel appartient à la communauté d'agglomération du Val d'Oise, la plus pauvre de France. 40 % de la population de cette ville a moins de 25 ans. Le taux de chômage sur la ville est de 19%, mais il atteint 30 à 40% dans le quartier les plus pauvres; la crise du logement y est endémique. Pour le maire PS, «on a construit un ghetto social», tandis que le maire adjoint (PCF) affirme que «certains doivent se tasser à trois ou quatre dans une pièce» (5).

Selon Kaci, «le volet économique est très important, je pense qu'il faut mettre le paquet sur l'éducation et l'école (...). Il faut insuffler une philosophie de l'effort et de la responsabilité» (et certains se demandent pourquoi les jeunes prolétaires brûlent les écoles!). Mais la clé, la voici: «Je suis pour l'instauration (...) d'un contrat qui permette aux chefs d'entreprise de recruter et d'envisager de licencier, au bout de quelques mois, sans avoir à fournir de raisons précises». Réduire les prolétaires à des serfs taillables et corvéables à merci, voici l'idéal éternel des bourgeois...

Les déclarations intempestives de Kaci sur une crise sociale lui ont valu un sévère rappel à l'ordre de la présidence: défense de s'exprimer sans avoir eu l'autorisation préalable! Sarkozy n'avait-il pas affirmé: «Quand on veut expliquer l'inexplicable, c'est qu'on s'apprête à excuser l'inexcusable»...

Mais ce que démontrent les déclarations d'un Kaci, c'est que les bourgeois n'ignorent rien de l'existence de la «crise sociale» (c'est ainsi que leurs idéologues désignent les difficultés croissantes à maintenir la paix sociale quand s'aggrave l'antagonisme entre les classes) et de ses causes: les attaques qu'ils sont contraints de conduire contre les prolétaires. Et c'est la raison pour laquelle ils ont recours, outre à la répression immédiate et brutale, à la désignation du bouc-émissaire classique: les immigrés, les étrangers et leurs enfants.

Les attaques et la répression ne se limi-

tent pas aux jeunes des banlieues prolétaires ou aux travailleurs immigrés sans papiers qui vivent sous la menace permanente des rafles policières et des expulsions. Elles ne touchent pas que certains secteurs de la classe ouvrière comme les travailleurs des transports. Elles sont destinées à se généraliser à tous les prolétaires, y compris aux secteurs les plus «protégés» des bastions industriels, à devenir toujours plus pesantes pour satisfaire le besoin vital de profit d'un capitalisme tennailé par la crise économique. Ce n'est pas un noyau dur de voyous déstructurés, mais le capitalisme lui-même qui crée l'«exaspération sociale», qui **pousse les prolétaires à la révolte** et qui leur enseigne que les institutions bourgeoises sont les responsables de leur situation, des crimes qui sont commis contre eux.

Aujourd'hui, en dépit de la mobilisation de tous les pompiers sociaux, cette exaspération éclate en émeutes que dénoncent comme aveugles et nihilistes tous les partisans ouverts ou cachés de l'ordre établi (alors qu'au sein même de ces révoltes élémentaires se fera jour inévitablement le besoin d'aller plus loin, de rechercher les voies d'une lutte à la fois plus large et plus profonde): *Vengeance pour Villiers le Bel!* ont écrit des anonymes sur les murs de l'autoroute. Demain ce seront d'autres secteurs qui seront poussés à prendre la voie de la révolte, faisant sauter la chape de plomb du contrôle social et créant les conditions réelles d'une «convergence des luttes» qui ne peut se réaliser que sur la base de l'anticapitalisme et du retour du prolétariat à la lutte de classe.

Pour résister aux attaques capitalistes, pour pouvoir les combattre, il faudra que les éléments d'avant-garde commencent à préparer patiemment et sur tous les terrains les forces politiques et sociales de classe, à organiser les étincelles qui se dégagent toujours des luttes et qui sont aujourd'hui très faibles et dispersées en raison de l'absence d'organisation de classe: en un mot qu'ils se consacrent au travail de reconstitution du **parti ouvrier marxiste** dont le rôle est précisément d'unifier, de centraliser et de diriger toutes les poussées de révolte dans une lutte commune pour abattre le capitalisme.

Les policiers assassins ne seront jamais

traduits devant la justice que Sarkozy a promis solennellement d'infliger aux jeunes émeutiers. Mais cette injustice de classe prépare inévitablement la **vengeance prolétarienne**, qui ne peut être que la reprise de la **lutte de classe révolutionnaire** non seulement contre la police mais surtout contre ses maîtres, les bourgeois, et contre le capitalisme!

Les capitalistes mènent en permanence une guerre de classe contre les prolétaires qui se traduit, même dans les périodes de calme et de prospérité, par des prolétaires tués au travail, jetés à la rue, enfermés dans des asiles ou écrasés par la police dans des «accidents banals»; et dans les périodes de graves crises, par des massacres de masses.

Ces morts ne seront pas éternellement pleurés en vain. Lorsque le prolétariat retrouvera la force et la détermination de reprendre sa lutte de classe, se souvenant du vieux cri du manifeste de 1848: «**Malheur à toi, Bourgeoisie!**», il fera payer au centuple aux capitalistes et à leurs laquais tous leurs crimes.

Liberté sans conditions de tous les prolétaires et les jeunes emprisonnés pour rébellion depuis octobre 2005!

La classe ouvrière est révolutionnaire où elle n'est rien!

Constitution du prolétariat en classe, donc en parti révolutionnaire de classe!

Pour l'Internationale des communistes révolutionnaires!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

(1) Voir la plupart des vidéos sur dailymotion.com/fr/villiers-le-bel

(2) «Las putas de los medios» est le titre d'un livre paru au Venezuela qui dénonce le rôle des médias lors du coup d'Etat manqué dans ce pays le 11 avril 2002.

A ce jour les appels à la délation n'ont eu aucun résultat. Selon «Résistons ensemble» n°59 (<http://resistons.lautre.net>): «L'Etat est sur les dents: ses flics doivent battre en retraite devant des gamins énervés, et il n'est même pas capable de trouver des coupables à châtier. Il faut dire qu'un flic du coin qui avait «donné» l'identité de 2 émeutiers s'est vu signifier un peu rudement que les «balances» n'étaient pas les bienvenues dans le

quartier. Alors pour motiver un peu le «sens civique» des habitants, la police lance des appels à la délation, discrétion assurée. Peine perdue si l'on en croit la réaction des intéressés: «les policiers nous prennent pour des personnes corrompues» «l'Etat marche à l'argent. Ils ne voient pas ce que c'est que de perdre un être humain».

(3) Les témoignages recueillis par des associations locales ont obligé la police à reconnaître au bout de quelques semaines qu'il y avait, non pas une, mais deux voitures de police sur les lieux du drame, et qu'il ne s'agissait pas de la ronde d'une patrouille normale. Mais pour la Justice, ces mensonges policiers ne changent rien.

(4) Voir sur BondyBlog (<http://20minutes.bondyblog.fr>), 3/12/07, 00:02.

(5) cf «Le Monde», 29/11/07.

« Il Comunista »

n° 107

Dic. 2007 / Gen. 2008

Nell'interno

- Italia, paese delle emergenze
- La dura lotta contro l'uso antisociale che il capitalismo fa della spazzatura
- Contro il capitalismo che rende precaria la vita e sicura la morte sul lavoro, Lotta di classe per resistere, per vivere, per cambiare la società
- Contratto metalmeccanici: grazie ai sindacati tricolore i vantaggi vanno solo al padronato
- Squarci sulla società comunista - Brani dal «Capitale» di Karl Marx
- Basta con le morti sul lavoro! Basta con gli assassini legalizzati! (nostro volantino)
- Sulla «questione nazionale palestinese»: sfumature che nascondono abissi.
- La spudorata politica dei partiti opportunisti e delle centrali sindacali è la causa prima dei licenziamenti e del blocco dei salari.
- Metalmeccanici: Basta con i miseri aumenti in cambio di maggiori sacrifici, Basta con i metodi di lotta del collaborazionismo sindacale! (nostro volantino)
- Altro che lotta all'evasione fiscale, sono i lavoratori che pagano le tasse anche per i borghesi!
- Venezuela: Cronaca di una borghesissima "rivoluzione bolivariana"

Ouverture du site internet du Parti Communiste International (www.pcint.org)

L'ouverture du site internet du Parti Communiste International cherche à rassembler de nombreux matériels du parti dans un lieu – virtuel – facilement accessible à tous ceux qui disposent d'un accès à l'internet. Il s'agit en pratique d'une bibliothèque, d'une librairie, d'une boîte postale à une adresse unique, celle du parti.

Il s'y trouve des informations sur notre catalogue des publications dans les diverses langues; les textes des tracts et des prises de position du parti devant les événements de l'actualité; des textes et travaux du parti classés par grands thèmes (sur le style d'un indice thématique), et l'indication des thèses et des textes de base que nous estimons fondamentaux sur les plans théorique, programmatique, politique, tactique et organisationnel. Il y a aussi des articles qui expliquent l'histoire et les caractéristiques particulières du parti comme «Ce qui distingue notre parti», «Ce que nous sommes et ce que nous voulons», «Le programme du PCI».

L'ouverture de ce site et sa mise à jour régulière ont pour but de rendre immédiatement disponibles des textes dans les diverses langues, surtout pour les personnes qui ne peuvent prendre directement et physiquement contact avec nous pour des raisons géographiques, linguistiques - ou d'incertitude politique. Elles pourront grâce à ce site se faire une idée claire de nos positions, de notre histoire (et, au-delà, de celle de la

Gauche communiste); elles pourront s'orienter dans le magma de groupes et de partis qui se réclament plus ou moins du marxisme et de la Gauche communiste en particulier.

Nous sommes conscients que le réseau internet peut donner l'impression de fournir tout ce qui est nécessaire pour confronter les produits des uns et des autres, comme sur un marché où l'on choisit les marchandises qui sont en concurrence. Nous refusons le système fondé sur la loi du marché; c'est pourquoi nous n'ouvrons pas de débats, de confrontations ou de discussions avec d'autres mouvements ou partis politiques; c'est pourquoi nous n'organisons pas de forums où chacun exprime son «opinion» personnelle. Nos positions politiques ne dépendent pas des consciences individuelles, des débats intellectuels, des votes à la majorité ou des sondages d'opinion.

La société bourgeoise a tendance à désagréger, à fragmenter, à réduire tout être humain à sa mesquine et impuissante individualité. «Seul contre tous», telle est la devise cachée mais bien réelle de l'idéologie bourgeoise. Les moyens de communication de la technique moderne, depuis la télévision jusqu'au réseau internet, tout en donnant l'illusion de favoriser les liens entre les hommes et de les faire participer à une communauté, accroissent en réalité leur isolement dans un misérable «monde» individuel.

Tout en accélérant, en rendant plus rapi-

de et en un certain sens plus facile, la communication entre les individus, ces puissants moyens de communication éloignent et opposent toujours plus les hommes entre eux: de même que toutes les marchandises sont sur le marché en concurrence entre elles, la marchandise-homme est sur le marché des rapports et de la communication entre individus, en concurrence avec toutes les autres marchandises-homme.

Se fier à la «conscience individuelle», à la «liberté de penser», à la liberté de choisir, de chacun, signifie être prisonnier de l'idéologie bourgeoise selon laquelle chaque citoyen naît libre de penser et d'agir comme il l'entend. En réalité la vie et la mort de chaque individu sont déterminées par les rapports de production existants, par les intérêts de la classe dominante: la bourgeoisie qui, par la force de ses appareils économiques, politiques et militaires, s'approprie toutes les richesses sociales à commencer par le travail humain.

A cette vaste, solide et multiforme oppression économique, politique et militaire, oppression sociale donc de classe, s'oppose historiquement une autre force sociale: le prolétariat, placé par les rapports de production eux-même en position antagonique à la bourgeoisie, à la classe des propriétaires et des appropriateurs privés de la richesse sociale. Ce n'est pas un problème de libre choix individuel, de conscience individuel-

La seule perspective historique: guerre mondiale ou révolution communiste!

(Suite de la page 1)

parti communiste mondial, la victoire dans la terrible guerre civile au cours de laquelle toutes les puissances impérialistes, alliées à la réaction tsariste tentèrent en vain de restaurer le pouvoir de la bourgeoisie russe. L'établissement du pouvoir prolétarien en Russie constituait le premier pas de la révolution européenne et mondiale.

Mais la révolution ne réussit pas à s'étendre au delà de son bastion russe. Les partis communistes nouveaux nés souffraient de graves défauts réformistes et démocratiques hérités des partis sociaux-démocratiques dont ils venaient de se séparer; en conséquence, en dépit de la vague révolutionnaire prolétarienne - dont la classe ouvrière allemande donna le magnifique exemple - le mouvement ouvrier en Occident ne réussit pas à unir ses forces à celles du prolétariat russe pour constituer une gigantesque armée révolutionnaire capable de briser la résistance opiniâtre de la domination bourgeoise.

La réaffirmation en classe révolutionnaire du prolétariat, synthétisée dans l'Internationale communiste, ne dura que quelques années, mais cela fut suffisant pour terroriser les bourgeoisies du monde entier, et pour des générations. L'alternative, extrêmement claire pour le parti communiste, mais tout aussi claire pour la bourgeoisie était dictature de l'impérialisme capitaliste ou dictature du prolétariat. Il n'y avait pas de troisième voie.

Au cours de la période révolutionnaire ouverte avec la guerre mondiale et la révolution de 1917, il y eut des tentatives révolutionnaires en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, mais en fin de compte c'est la classe bourgeoise qui fut victorieuse.

La riposte de la classe dominante ne fut pas seulement démocratico-réactionnaire comme lors de la Commune de Paris. La bourgeoisie trouva une riposte plus incisive pour anéantir un prolétariat désorienté et affaibli depuis des années par l'opportunisme: le fascisme - c'est-à-dire la méthode centraliste par excellence, ouvertement dictatorial et antiprolétarienne, et prototype en même temps d'une nouvelle méthode de gouvernement adaptée à la phase impérialiste, en remplacement de l'ancien libéralisme démocratique. Le danger était si

grand pour la bourgeoisie que le prolétariat devait être éliminé comme classe, décapité de son parti et de ses organisations. Et ceci fut réalisé tant dans les pays fascistes que dans les pays démocratiques, et dans la Russie elle-même où le pouvoir prolétarien fut étranglé par les forces nées du développement du capitalisme national.

A son stade impérialiste, le capitalisme tend non seulement à concentrer et à centraliser l'économie, donnant vie à de gigantesques trusts - les *multinationales* dit-on aujourd'hui - qui dépassent les frontières de leurs pays d'origine pour devenir de véritables puissances dans les pays où ils sont présents, avec leurs ramifications politiques, culturelles, religieuses, militaires; il tend aussi à adapter ses superstructures étatiques à la défense d'intérêts qui s'étendent toujours plus au monde entier.

Aux alliances et affrontements entre trusts, correspondent donc toujours davantage des alliances ou des heurts entre Etats au service de ces gigantesques centres d'intérêts capitalistes.

Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ont fourni le prétexte pour justifier les guerres en Afghanistan et en Irak dont la cause réelle se trouve dans les antagonismes croissants entre les intérêts capitalistes américains et ceux de ses concurrents européens et asiatiques; ce sont les trusts américains qui mettent les mains sur les gigantesques réserves pétrolières irakiennes, tandis que leurs «alliés» plus ou moins volontaires espéraient leur part du butin. Cette guerre de rapine et d'occupation qui devait se terminer en l'espace de quelques mois, dure depuis plus de quatre ans; la démonstration de force des Etats-Unis a débouché sur un échec dont il ne leur sera pas facile de sortir indemnes.

S'il est vrai, comme l'a montré l'histoire, que les alliances inter-impérialistes ou «ultra-impérialistes», qu'elles prennent la forme d'une coalition impérialiste contre une autre ou d'une union générale de tous les impérialismes, ne sont qu'une trêve entre deux guerres, il est également vrai que ces alliances découlent des rapports de force entre les diverses puissances capitalistes.

Et ces rapports de force se modifient inévitablement au cours des décennies, comme l'expliquait Lénine contre Kautsky qui théori-

sait la possibilité d'une union pacifique entre impérialistes: «les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes et les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique, **sur une seule et même base**, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale» (1).

Cette même base, c'est la concurrence mondiale entre centres d'intérêts capitalistes, entre Etats, qui conduit à la formation d'alliances et à leur rupture en suivant les lignes du développement inégal du capitalisme. L'instabilité des rapports de force entre les puissances capitalistes trouve son pendant dans les oscillations continues du marché, non seulement des produits, mais aussi et surtout du marché financier où des masses de capitaux peuvent se volatiliser ou s'accroître avec une extrême facilité selon les vicissitudes de la concurrence entre entreprises, entre trusts, entre Etats. Cette concurrence de plus en plus acharnée à mesure que s'aiguisent les contradictions internes du capitalisme débouche sur une véritable guerre économique sur un marché mondial engorgé de marchandises et de capitaux, parallèlement à une guerre sociale de chaque pouvoir bourgeois contre ses prolétaires pour sauvegarder les taux de profit indispensables à la bonne marche de l'économie.

La guerre économique toujours plus âpre tend inévitablement à se transformer en guerre tout court: une **troisième guerre mondiale** est le résultat inexorable des décennies d'expansion capitaliste - expansion qui, par ailleurs, n'a été pacifique que dans les pays impérialistes dominants, puisqu'elle s'est accompagnée de «guerres locales» quasi permanentes.

Comme le rappelait Lénine, la guerre n'est pas le «choix» de tel ou tel mauvais gouvernement, de tel ou tel «fauteur de guerre», mais c'est la conséquence inévitable du fonctionnement du mode de production capitaliste.

Que fera le prolétariat quand les bruits de guerre se feront entendre de plus en plus forts?

C'est la question que ne peuvent pas se poser les bourgeois; ils y répondent par avance parce qu'ils savent parfaitement que l'**union sacrée** nécessaire à la conduite des guerres doit être préparée de longue date par la collaboration entre les classes; la mise en scène par les médias des massacres et des misères dans les pays lointains rapportés à pour fonction d'induire l'adhésion des prolétaires à «leur» pays où les choses ne vont finalement pas si mal, et à «leur» Etat qui prétend les protéger de ces troubles et de ces «horreurs barbares»; mais il a aussi pour fonction de susciter un sentiment de solidarité humaine orienté et organisé de façon interclassiste à travers toute une série d'organisations ad hoc, qui demain servira au profit de la défense du capitalisme national.

Mais surtout après l'échec de l'offensive révolutionnaire du premier après-guerre, le prolétariat occidental, privé de ses organisations de classe, après avoir servi de chair à canon docile dans la deuxième guerre mondiale, encadré par les appareils réformistes, a connu plus d'un demi-siècle de collaboration de classe quotidienne.

Il ne pourra se relever de cet abîme où l'a fait couler la contre-révolution par un simple «appel aux armes» de quelque groupe guerillériste ou d'une soudaine «prise de conscience» de l'impossibilité de la société actuelle de lui assurer un avenir de paix et d'harmonie sociale; ni par une activité d'illumination des cons-

ciences ou par la germination spontanée dans ses luttes immédiates des organes dirigeant la révolution.

Cela n'empêche pas que le prolétariat possède toujours la potentialité de la reprise de la lutte de classe révolutionnaire.

En effet les mêmes contradictions économiques et sociales qui poussent le capitalisme vers la guerre, poussent aussi le prolétariat à se révolter contre la détérioration toujours croissante de ses conditions de vie et de travail. Pour s'opposer à l'exploitation de plus en plus bestiale que les capitalistes sont contraints d'exercer sur les prolétaires, la seule issue est la révolte, la lutte.

De quelle façon?

De la seule façon dont la classe ouvrière a historiquement fait l'expérience de l'efficacité: en rompant avec la pratique et l'orientation interclassistes, en reprenant directement en main ses luttes contre les capitalistes; en prenant conscience au travers de ces luttes de son **identité de classe** et de son antagonisme irréductible avec la **classe ennemie**, en développant donc la solidarité de classe avec les prolétaires des autres usines, des autres catégories, des autres races et des autres nations.

Les forces matérielles qui se heurtent dans le sous-sol économique de la société capitaliste sont bien plus puissantes que les tentatives de la bourgeoisie elle-même d'échapper à son rendez-vous historique avec l'explosion de **toutes** les contradictions de sa société qui se sont accumulées et exacerbées depuis des décennies. Et elles sont bien plus puissantes que l'apparente paralysie de classe actuelle du prolétariat. La **conscience** de ce processus à l'oeuvre n'est pas possédée par les prolétaires individuels, mais par le parti prolétarien de classe, par le parti marxiste.

La perspective historique définie par Marx et Engels dans le Manifeste en 1848 et défendue ensuite par les révolutionnaires communistes ne s'appuie pas sur le dessein utopique d'une société nouvelle, sur une théorie élaborée par un grand penseur; elle se fonde sur l'évolution matérielle de la société, sur le développement de ses rapports de production: le communisme est la conséquence de ces processus historiques et non la réalisation d'une idée.

Les classes entre lesquelles la société est divisée ne sont pas des catégories théoriques, mais des forces matérielles. La révolution, passage violent d'une forme sociale à une nouvelle, est le résultat de l'affrontement entre ces classes sociales, dirigées par les organisations politiques spécifiques que sont les partis. Les paroles du Manifeste (2) restent toujours d'une actualité brûlante:

La condition essentielle de l'existence et de la domination de la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse entre les mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le progrès de l'industrie dont la bourgeoisie reste l'agent sans volonté et sans résistance substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association.

Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur laquelle elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables!

(1) cf Lénine, «L'impérialisme...», Oeuvres Tome 22, p. 319.

(2) cf «Le manifeste du parti communiste», chapitre «Bourgeois et prolétaires».

le, mais une question sociale, c'est-à-dire de classe.

Ceux qui se rapprochent du marxisme, de la théorie de la lutte de classe et de la révolution, ne le font pas sous l'impulsion d'une illumination intellectuelle ou d'une pure réflexion individuelle. En réalité ils le font sur la base des poussées sociale provoquées par la lutte du prolétariat contre les conditions de vie et de travail qui lui sont imposées par le capitalisme. C'est la lutte de classe, et la lutte révolutionnaire en particulier, qui produit les étincelles de conscience classiste qui, en se rassemblant, forment historiquement le parti de classe; étincelles, qui sont destinées à durer en fonction de l'évolution des contradictions sociales du capitalisme.

Le travail du parti, qui s'adresse au prolétariat et à la société toute entière, ne peut cependant être perçu comme une activité vitale par les grandes masses que lorsque s'ouvre la période révolutionnaire, c'est-à-dire lorsque l'aggravation extrême des contradictions sociales débouche sur l'alternative inexorable: guerre bourgeoise ou révolution prolétarienne. Mais l'affrontement gigantesque entre les classes déterminantes de la société - la bourgeoisie et le prolétariat - devient inévitable et nécessaire à un certain degré de tension sociale, lorsque les conditions de vie et de travail des prolétaires deviennent intolérables. Alors le parti de classe - représentant le programme historique de la révolution communiste - sera reconnu par les couches les plus avancées du prolétariat, au travers du processus du développement de la lutte de classe, comme leur direction et leur conscience de classe.

De même que nous refusons la méthode des expédients tactiques et organisationnels pour accroître artificiellement le nombre de nos partisans, de même nous ne faisons pas des moyens de notre propagande, de la diffusion des positions du parti, des passe-partout pour obtenir des succès immédiats. Le journal du parti est selon Lénine un «organisateur collectif» dans la mesure où participent à son existence tous les militants et sympathisants de l'organisation en contribuant à ses articles, à sa diffusion, en le soutenant financièrement. Il passe de main en main, il se conserve et se relit; il peut être diffusé à des millions d'exemplaires ou écrit à la main, selon les conditions de la lutte prolétarienne. Ce n'est pas l'organisateur d'un réseau virtuel d'échange d'opinions, mais l'organisateur d'un réseau matériel d'une organisation militante.

Notre site internet n'est pas le parti sous forme électronique ni la version électronique de notre presse; c'est un complément de notre activité de propagande et de diffusion par lequel nous mettons à disposition de tous, amis ou ennemis, sympathisants ou curés et policiers, l'information de base sur notre activité politique: les communistes ne cachent pas leurs buts - mais ils ne les mettent en discussion avec personne.

Ouverture de site
Le site www.pcint.org sera
disponible dès:
Mars 2008

Grève illimitée des cheminots en Hongrie

Le lundi 17 décembre, les cheminots hongrois ont déclenché une grève illimitée avec comme revendication la sauvegarde du système de sécurité sociale. Plus de la moitié des trains n'ont pas circulé dès le premier jour.

Des milliers de fonctionnaires de l'enseignement, de la santé, des travailleurs des aéroports sont également fait grève lundi pour la même raison.

Le gouvernement dirigé par le Parti so-

cialiste avec l'appui du parti Libéral a engagé depuis plusieurs mois une politique d'austérité brutale. La sécurité sociale doit être démantelée selon les projets gouvernementaux et divisée en 22 centres régionaux où pourront s'investir des capitaux privés jusqu'à concurrence de 49%. Une franchise pour les médicaments et les journées d'hospitalisation (semblable à la française) a été

(Suite en page 8)

Palinodies syndicales en Guinée

Le désenchantement des masses guinéennes envers le «Premier Ministre de consensus» dont la nomination avait été saluée comme une grande victoire des travailleurs par les syndicats, n'a cessé de croître. Elle s'est manifestée par exemple lorsque le 18 septembre dernier Lansana Kouyaté allé inaugurer un stade à Ndongo. Avertis qu'il allait passer par leurs quartiers, les habitants de la haute banlieue de Conakry (Hamdallaye, Bambéto et Cosa) attendaient le Premier ministre de pied ferme. C'est aux cris de «Pas de riz, pas de courant, le marché est cher!» scandés par la foule qu'il a été accueilli. Il a fallu l'intervention musclée de la police tirant force grenades lacrymogènes pour que le cortège officiel se fraye un passage.

Quelques jours plus tard le Ministre de l'Intérieur annonçait à la télévision «l'interdiction de toute manifestation non autorisée» dans ces quartiers, et promettait l'arrestation et la mise en jugement des jeunes

manifestants responsables des dégradations de véhicules, violences, etc., tout en affirmant qu'ils étaient «manipulés» par des personnes hostiles au changement et à la paix! Mais peu après, c'est un autre quartier qui connaissait des manifestations et la répression policière...

Début décembre, c'est une grève sauvage des pompistes revendiquant une augmentation de leurs salaires qui paralysait la capitale. Les gérants de station-services ont déclaré à la presse qu'ils savaient bien que les salaires étaient «insuffisants», mais qu'ils ne pouvaient accorder d'augmentations, le prix de l'essence étant trop bas! Quand à la société Total qui fournit l'essence, elle s'est contentée d'affirmer, par la bouche d'un de ses représentants, que les travailleurs «ne sont pas syndiqués et même s'ils étaient syndiqués, ils n'ont pas déposé de préavis de grève, ce qui est illégal!»

Constatant l'affaiblissement du premier ministre, le clan présidentiel, largement écarté

du gouvernement, s'emploie à regagner du terrain à ses dépens. Début janvier Lansana Conté limogeait ainsi le ministre de la communication et nommait un de ses proches à sa place, déclenchant une crise politique ouverte. Les dirigeants syndicaux qui ne s'étaient jusque là fait remarquer que par leur passivité face à la détérioration de la situation des prolétaires et des masses, lançaient alors un préavis de grève générale illimitée à partir du 10 janvier. «Cette fois-ci nous irons jusqu'au changement de régime» déclarait l'un des chefs syndicaux, tandis que des manifestations et des heurts éclataient en divers endroits du pays. Mais presque aussitôt commençaient des négociations avec les Institutions, le patronat, les Eglises et... les Ambassades américaine et française. Le 8 janvier l'«Intercentrale» pondait encore un communiqué martial: «Des ennemis commencent déjà à saper le mot d'ordre de grève (...). Travailleuses et travailleurs de Guinée! (...) L'Intercentrale lance un vibrant appel et invite tous les travailleurs et travailleuses des secteurs public, mixte, privé et informel, ainsi que les retraités à observer le mot d'ordre de

grève jusqu'à la victoire finale. (...) Ceux qui vivent sont ceux qui luttent!».

Mais le lendemain, alors que les militants de base exprimaient «dans une ambiance électrique» leur volonté de partir en lutte à la réunion de la Bourse du travail de Conakry (certains accusant les chefs d'avoir été «corrompus»), les dirigeants syndicaux essayaient toute la journée de trouver le moyen d'éviter la grève. Selon *Guineenews*: «Hadja Rabiatou Sérah [dirigeante de la CNTG] a dit qu'ils vont suspendre la grève, mais il faut qu'ils aient quelque chose à proposer à leurs mandants». Finalement la grève était «suspendue» contre de vagues promesses. Pour expliquer leur décision, les chefs syndicaux évoquaient les démarches des représentants européens et... l'ouverture prochaine de la coupe d'Afrique de football!

Une nouvelle fois ces syndicalistes collaborationnistes ont montré qu'ils craignent surtout la lutte ouvrière. En Guinée comme ailleurs, les prolétaires devront cesser toute confiance en ces organisations et reconstituer leurs propres organisations de classe pour défendre leurs intérêts.

Grève illimitée des cheminots en Hongrie

(Suite de la page 7)

instaurée depuis février dernier; d'autres «réformes» sont en préparation: bien évidemment ce sont les couches les plus pauvres de la population qui seront frappées par ces attaques antiprolétariennes dont l'agence Reuters (17/12, 8:24 am) dit qu'elles ont reçu l'approbation des «investisseurs»!

Les cheminots, électriciens, enseignants avaient déjà fait une journée de grève et des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes le 21 novembre.

Mais, pour avoir une chance de gagner, les travailleurs hongrois doivent refuser d'accorder leur confiance aux forces qui se sont glissées à la tête des protesta-

tions actuelles: le parti conservateur, pro-capitaliste et anti-ouvrier FIDEZ et les syndicats à sa botte.

Les prolétaires hongrois doivent faire face aux mêmes attaques que les prolétaires de France: là-bas comme ici, ils ont contre eux des partis de gauche et des partis de droite unis pour défendre les intérêts du capitalisme national. Malgré tout, là-bas comme ici, les travailleurs sont entrés en lutte et ils ont la force de vaincre, à condition de s'organiser de manière indépendante et sur des bases de classe pour ne pas être inévitablement trahis.

Vive la grève illimitée des cheminots hongrois! Vive la lutte ouvrière internationale!

Souscription pour la publication de «Terrorisme et Communisme» en italien

Cet ouvrage classique de Trotsky indispose au plus haut point les trotskystes car il s'agit d'une défense des points cardinaux du communisme: critique de la démocratie, revendication de la violence, de la terreur et de la dictature prolétarienne pour la victoire de la révolution socialiste. Lorsque nous l'avons republié en 1980 dans le cadre des Editions Prométhée, un des dirigeants historiques de la LCR avait écrit qu'il s'agissait d'un «ouvrage accablant»; comme nous l'avions écrit alors (1), il est effectivement accablant pour les trotskystes dégénérés de notre époque qui, démocrates jusqu'au bout des ongles, renient chaque jour le meilleur du combat de Trotsky (peu de temps après, ce dirigeant, Henri Weber, mettra en conformité ses paroles et ses actes en passant au PS; il est aujourd'hui sénateur et conseiller de Fabius). A l'époque Marguerite Bonnet qui possédait les droits des oeuvres de Trotsky pour la France nous avait permis de le publier, aucun groupe trotskyste n'ayant l'intention de le faire. Mais, en Italie, le patriarche du trotskysme Silvio Maïtan qui en détenait les droits, a obstinément jusqu'au bout refusé que cet ouvrage réapparaisse! Lorsque le texte est tombé dans le domaine public, nous l'avons publié en feuilleton, avec une nouvelle traduction, sur les pages d'Il Comunista.

Avec l'aide financière de nos lecteurs, nous espérons pouvoir le publier en un seul volume, afin qu'il soit enfin accessible aux prolétaires de langue italienne.

(1) cf «Les trotskystes contre Trotsky», «Programme Communiste» n°86

Des ouvriers assassinés chez Thyssen Krupp à Turin!

(TRACT DISTRIBUÉ PAR NOS CAMARADES EN ITALIE)

Durant la nuit du jeudi 6 décembre un énième «accident du travail» aux aciéries Thyssen Krupp de Turin a frappé 7 familles prolétariennes: 7 ouvriers ont été la proie des flammes dans un secteur où les coulées de métal sont refroidies par un bain d'huile. Antonio Schiavone, 36 ans, marié et père de 3 enfants meurt carbonisé immédiatement, tandis que 3 autres ouvriers décèdent quelques jours plus tard, les autres étant toujours dans un état critique (1).

**ASSEZ DE MORTS AU TRAVAIL !
ASSEZ D'ASSASSINATS LÉGAUX !**

Thyssen Krupp avait décidé de fermer ses aciéries de Turin en juin 2008, mais la soif de profit capitaliste ne se tarit jamais: l'exploitation des équipements et des ouvriers doit continuer jusqu'à la dernière minute. On y travaille 24 heures sur 24 en trois équipes. De plus, pour répondre à la demande, les patrons obligent le personnel à faire des heures supplémentaires.

Les ouvriers tués ou gravement blessés le 6 décembre avaient déjà fait leurs 8 heures et étaient en train de faire 4 heures supplémentaires, en outre de nuit: **12 heures de travail consécutives** au total et dans des conditions de travail exténuantes! Et celui qui refusait les heures supplémentaires était immédiatement licencié! Les 200 ouvriers devaient réaliser le volume de production réalisé autrefois par 380, et en beaucoup moins de temps!

La pression sur les travailleurs est la règle pour les capitalistes qui exploitent au maximum les hommes comme les machines; c'est pourquoi l'entretien des installations (et par conséquent la protection et la santé des femmes et des hommes qui les opèrent) laisse toujours à désirer, quand il n'est pas tout simplement absent.

Tous les «accidents du travail» révèlent régulièrement qu'ils sont causés par les insuffisances des systèmes de sécurité et le manque d'entretien des machines (pour des raisons de coût!), sans parler des mauvaises conditions générales de travail.

Il est de règle que face aux centaines de victimes d'«accidents du travail» qui signent la course capitaliste au profit, c'est un rideau de silence qui répond de la part des médias comme des autorités; et quant à la responsabilité des entreprises, la Justice répond par des amnisties ou des procédures interminables.

Mais devant des «accidents» dus à des conditions de travail particulièrement désastreuses, les grands responsables politiques ou institutionnels comprennent qu'il est parfois nécessaire pour calmer les foules endeuillées de faire des déclarations montrant leur souci de la sécurité et de la santé des travailleurs: «La sécurité au travail est notre priorité!»,

«les lois doivent être respectées!» «les contrôles doivent être renforcés!» pour finir par l'habituelle admonestation: «les ouvriers devraient faire plus attention!»

TRAVAILLEURS, FRÈRES DE CLASSE !

Ce ne sont pas les méthodes des syndicalistes collaborationnistes ou des organismes officiels qui obligeront les capitalistes à appliquer les mesures de sécurité sur le lieu du travail, à procéder à l'entretien régulier des machines et des équipements. La seule solution est la lutte ouverte au moindre incident parce qu'il ne faut pas seulement lutter pour le salaire, mais aussi pour sauver sa vie!

Il ne faut pas compter sur les bureaux et les institutions chargées de la sécurité qui n'ont jamais produit aucune amélioration des conditions de travail des ouvriers. Les accidents du travail et les morts augmentent d'année en année. C'est une véritable guerre, comme le disent même les plumitifs bourgeois. Les ouvriers qui ne craignent pas de travailler 12 heures par jour, dans une chaleur très élevée, soumis à des efforts physiques ou nerveux inhumains, et qui «s'en sortent» jour après jour, doivent ouvrir les yeux sur une exploitation qui n'a comme conséquence que l'alternative de se tuer au boulot ou de crever de pauvreté parce qu'on n'a pas de travail!

La pression capitaliste est encore plus forte quand les travailleurs sont divisés et désorientés jusque dans leurs. Cette pression des capitalistes sur les salaires et l'emploi, appuyée par les accords signés par les syndicats collaborationnistes sur les heures supplémentaires, sur la flexibilité, sur la précarité, est d'autant plus forte que les travailleurs continuent à déléguer à ces mêmes syndicats collaborationnistes la défense de leurs conditions de vie et de travail.

OUVRIERS ET OUVRIÈRES, RÉVOLTEZ-VOUS!

Il n'est pas possible de continuer à crever ou à rester invalides pour engraisser les capitalistes! Il faut reprendre en mains nos propres luttes, organiser des assemblées pour discuter exclusivement de la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers!

A chaque accident du travail, grève immédiate jusqu'à ce qu'aient été résolues les causes de cet accident! Et si un travailleur meurt au travail, grève générale! Quand un travailleur est tué par la faute des capitalistes, tous les capitalistes sont responsables, et la grève donc les frapper tous!

Parti Communiste International, 8 décembre 2007 - (supplément à Il Comunista n°105)

(1) Depuis que ce tract a été publié, un quatrième ouvrier est décédé de ses blessures.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 2007

Abonné: 2,50 / Aix, lecteurs: 50,50 / David: 40,00 / Eric: 7,50 / Jacques: 37,00 / Gilbert: 12,50 / Paris: 310,00 / Raymond: 112,50 / Thionville: 22,50 / Victor: 20,00

**Total liste: 615 Euros
Total général 2007: 5173,32 Euros**

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**